

Horaires des prières

Fajr : 04h11 Dohr : 12h44
Asr : 16h32 Maghreb : 19h40 Isha : 21h12

Iftar : 19h40
Imsak : 04h01

MÉTÉO

Alger	: 19°	15°
Oran	: 23°	15°
Annaba	: 22°	15°
Béjaïa	: 18°	13°
Tamanrasset	: 37°	20°

www.dknews-dz.com

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

M. Djerad félicite la famille des médias

P. 24

SAHARA OCCIDENTAL

L'ambassadeur Antar Daoud recadre Jeune Afrique

P. 24

39^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE MOHAMED SEDDIK BENYAHIA

Un vibrant hommage de l'ambassade américaine à Alger

P. 24

MOUVEMENT DE PROTESTATION DES AGENTS DE LA PROTECTION CIVILE

Mesures de suspension de 230 éléments

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a fait état, lundi, de mesures de suspension "dans un premier temps" et de poursuites judiciaires "en deuxième temps" contre 230 agents de la Protection civile (PC), ayant observé un mouvement de protestation "contraire au Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la Protection civile".

P. 4

DKnews-APS



IMPORT - EXPORT

Les formalités douanières à travers un guichet unique électronique

P. 6

EMPLOI

Insertion de 68.000 bénéficiaires du DAIP (ministre)

P. 6

INTEMPÉRIES

5 morts à Médéa et à M'sila durant les dernières 24 heures

P. 8

SANTÉ

INFERTILITÉ FÉMININE

Comment ça se soigne ?

P.p 12-13

FOOTBALL

L'ancien international algérien Kamel Tchalabi n'est plus

P. 21



UNIVERSITÉ-TECHNOLOGIE

Huawei dote 5 universités algériennes de salles de formation informatiques

P. 2

DÉCÈS DE L'ARTISTE BLAHA BENZIANE

Le comédien inhumé à Sig (Mascara)

P. 16

MÉTÉO

Pluies sous forme d'averses orageuses sur plusieurs wilayas



Des pluies sous forme d'averses orageuses affecteront plusieurs wilayas du pays à partir de mardi soir, indique un communiqué des services de l'Office national de météorologie (ONM).

Le communiqué qui fait état d'un niveau d'alerte 1 (jaune), prévoit des pluies sous forme d'averses orageuses à partir de mardi soir dans les wilayas de Laghouat, Béchar, Djelfa, El-Bayadh, Naama et Ghardaïa.

BLIDA

Une femme mortellement percutée par un train à Mouzaïa (SNTF)



Une femme a trouvé la mort, mardi matin, après avoir été percutée par un train, près de la gare de Mouzaïa (Blida), a indiqué la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) dans un communiqué.

"Le train assurant la liaison El Affroun- Alger, a heurté mortellement une personne de sexe féminin qui se trouvait sur la voie ferrée, au niveau du passage à niveau près de la gare de Mouzaïa (Blida), ce mardi 4 mai 2021, vers 08h00 du matin", précise le communiqué publié sur la page Facebook officiel de la SNTF.

Cet accident a engendré une perturbation de la circulation de ce train qui se trouve actuellement à l'arrêt, jusqu'à la finalisation des formalités d'usage par les services concernés, selon la même source. Dans ce cadre, la société rappelle aux utilisateurs du transport ferroviaire qu'il est "strictement interdit de traverser ou de circuler sur la voie ferrée et ce, afin d'éviter ce genre de drames".

TIZI OUZOU

Une personne meurt carbonisée

Une personne à péri carbonisée dans sa voiture mardi matin à Oued-Falli, sortie Ouest de Tizi-Ouzou, a-t-on appris de la Protection civile.

Le drame est survenu au niveau de la rocade Sud de la RN 12 à hauteur de la localité de Oued-Falli, le corps de la victime, le conducteur du véhicule, a été transféré au CHU Nedir Mohamed. Les causes de l'accident demeurent encore inconnues, a-t-on indiqué.



DJELFA

Deux morts et un blessé dans un accident de la route



Deux personnes sont décédées et une troisième a été blessée, dans un accident de la circulation survenu, lundi après-midi, dans la wilaya de Djelfa, a-t-on appris auprès de la direction locale de la protection civile.

L'accident a causé la mort, sur place, de deux personnes âgées de 18 et 45 ans, au moment où une 3ème (66 ans) a été blessée et a reçu les premiers soins sur place, avant d'être évacuée vers l'hôpital Moudjahid « Mouhad Abdelkader » du chef-lieu de wilaya, a ajouté la même source. Les dépouilles des deux victimes de cet accident ont été déposées à la morgue du même établissement hospitalier, est-il précisé. Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident mortel.

MASCARA

Annulation d'une liste de bénéficiaires de 500 logements à Sig



Une liste préliminaire de bénéficiaires de 500 logements publics locatifs (LPL) dans la commune de Sig, où figuraient des noms de personnes ne remplissant pas les conditions pour y bénéficier, a été annulée dimanche par le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Les premiers éléments d'information résultant des enquêtes administratives sur la liste préliminaire des bénéficiaires de ce quota d'habitat annoncé auparavant, font part de dépassements dans l'établissement de la liste comportant des noms de personnes ne remplissant pas les conditions requises, a-t-on indiqué.

Par ailleurs, le wali de Mascara a ordonné de réactiver les travaux de la commission de daira de Sig chargée de l'examen des dossiers des demandeurs de logement public locatif, pour étudier de nouveau les dossiers déposés en respectant l'échelle des points prenant en considération la date de dépôt, entre autres, afin d'assurer une transparence à l'opération.

ETAT DE SANTÉ DE L'ARTISTE, SALAH AOUGROUT

La ministre de la Culture ordonne une prise en charge immédiate



La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a donné lundi des instructions pour la prise en charge immédiate de l'état de santé de l'artiste, Salah Aougrout, victime d'un malaise soudain.

La ministre a affirmé, dans un communiqué publié lundi soir, qu'elle suivait de près l'état de santé du comédien et lui souhaitait un prompt rétablissement.

Salah Aougrout est un humoriste, acteur, scénariste et animateur de télévision et de radio.

Il œuvre principalement dans le registre comique.

SIDI BEL-ABBÈS

Saisie de 320 quintaux de blé tendre pour défaut de facturation et falsification de documents

Les services de la gendarmerie nationale de la wilaya de Sidi Bel-Abbès ont saisi une quantité de 320 quintaux de blé tendre pour défaut de facturation et de falsification de documents commerciaux, a-t-on appris auprès de la cellule de communication du groupement territorial de ce corps de sécurité.

Ce produit a été saisi au niveau d'un point de contrôle sur la RN 13, reliant les deux communes de Sidi Bel-Abbès et Telagh, lorsqu'un camion avait été intercepté et après sa fouille, il a été constaté qu'il était chargé de 320 quintaux de blé tendre sans facture.

Les gendarmes ont également constaté un cas de faux et d'usage de faux dans des documents commerciaux.

La même source a indiqué que des mesures nécessaires ont été prises à l'encontre des suspects, dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, de la protection des consommateurs et de la lutte contre les délits liés aux pratiques frauduleuses de produits subventionnés par l'Etat.

RÉGULATION DU PRIX DE LA POMME DE TERRE
Déstockage quotidien à Tizi Ouzou

Une opération de déstockage quotidien et de vente directe au consommateur de huit quintaux de pomme de terre a été lancée, lundi, à Tizi-Ouzou, a-t-on appris auprès du directeur local du commerce, Kada Adjabi.

Le tubercule sera cédé à un prix de 55 DA le kilogramme, a-t-il indiqué, soulignant que l'opération vise à "réguler les prix de ce produit et s'étalera jusqu'à la stabilisation du marché où elle est actuellement vendue entre 65 et 85 DA".

L'écoulement de cette quantité se fera en collaboration avec des opérateurs privés dont le premier, installé à Draa Ben-Khedda à l'Ouest de Tizi-Ouzou, permet d'alimenter toutes les régions limitrophes des flancs Sud et Ouest de la wilaya, a souligné M. Adjabi.



JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

La corporation félicitée par des responsables de plusieurs secteurs et partis

La corporation journalistique a reçu, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, des félicitations et vœux de plusieurs responsables de secteurs et de partis politiques, qui ont valorisé son rôle dans l'éclairage de l'opinion publique et dans la lutte contre les campagnes médiatiques tendancieuses visant l'Algérie.

A cette occasion, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Lachemi Djaaboub, a réitéré, dans un message de vœux, son attachement à maintenir "l'interaction et le contact permanents" avec les journalistes et les professionnels des médias, "en tant que partenaires essentiels du secteur dans la démarche d'activation de l'information sectorielle et la transparence de son action".

Il a loué, dans ce sens, leurs efforts dans l'accompagnement du secteur "en vue de la diffusion d'informations fiables" et leur contribution "effective et efficace" à informer et éclairer l'opinion publique sur les activités et l'actualité du secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. De son côté, le ministre de la Défense nationale a exprimé aux journalistes sa "parfaite considération et reconnaissance pour les efforts colossaux consentis afin d'éclairer l'opinion publique par une information fiable et de contrer les différentes campagnes



médiatiques malveillantes visant notre pays".

Par ailleurs, le président du mouvement El Bina El-Watani, Abdelkader Bengrina, a adressé un message de félicitation à la famille médiatique, lui exprimant sa considération pour les sacrifices

et efforts consentis dans l'accomplissement de leur mission.

Il a affirmé, dans ce contexte, que le mouvement El Bina El-Watani "n'a eu de cesse de militer pour le renforcement de la liberté d'opinion et d'expression dans le cadre d'un Etat de droit, de dé-

mocratie et de liberté d'expression", étant "un composant essentiel de la société algérienne démocratique, dont a besoin notre démocratie dans le projet de l'Algérie nouvelle pour prospérer".

Se disant convaincu que "la

consolidation de la liberté d'expression, d'opinion et de la presse ne saurait être concrétisée que dans le cadre du changement seigneur", M. Bengrina a appelé à "la promotion et l'approfondissement du dialogue élargi avec les acteurs de la presse et de l'information pour davantage de réformes afin de réaliser plus d'acquis médiatiques et les préserver".

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, avait lui aussi, félicité la famille de la presse, en tweetant: "nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de la liberté de la presse, et la presse nationale vit une mutation qualitative imposée par l'environnement numérique et ses enjeux, dont la lutte contre les Fake news et l'instauration d'un espace pour un dialogue responsable et équilibré en vue d'éclairer l'opinion publique". "Mes félicitations à la famille de la presse. Tous mes vœux de succès aux journalistes pour faire parvenir leur message", a ajouté M. Djerad.

Appel à l'actualisation d'un système juridique propre au secteur de l'information (conférence)

Les participants à une conférence sur "le journalisme entre la loi et la pratique" lundi à Oran ont appelé à l'actualisation d'un système juridique propre au secteur de l'information et la promulgation du code de l'information de l'année 2012.

Lors de cette rencontre organisée par le département de l'information et de la communication de l'université Oran-1 Ahmed Benbella à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, les intervenants ont insisté sur la nécessité d'accorder davantage d'intérêt au domaine numérique, de veiller à la maîtrise de la législation encadrant cette activité et de contrôler tout dépassement.

A l'ouverture de cette conférence, qui a vu la participation des étudiants en communication et information et d'enseignants de l'université d'Oran et de Mostaganem, Dahou Faghrou, doyen de la faculté des Sciences sociales et Islamiques à laquelle est rattaché le département de l'information, a mis en avant l'importance que revêt le thème de la liberté d'expression "qui n'est plus un slogan, mais un indicateur de mesure qui renseigne sur la pratique de l'information dans les Etats".

Ahmed Amrani de la même université, spécialisé dans l'information juridique, a abordé, dans sa communication intitulée "le système juridique en Algérie entre la

réalité et les espoirs", au début l'évolution de la législation dans le secteur de l'information en Algérie depuis le code de l'information de l'année 1990 au code de l'année 2012 et la loi relative à l'exercice de l'audiovisuelle en 2014. Il a appelé au parachèvement de ce qui reste des textes organiques (6) du code de l'information de l'année 2012, (6) dans la loi sur l'audiovisuel et l'installation d'une instance de programmation créée selon les textes juridiques, notamment l'Autorité de régulation de la presse écrite et le Conseil supérieur d'éthique et de déontologie de la presse. Pour sa part, Hammadi Mohamed a parlé de son expérience dans la presse, pour avoir exercé au quotidien

"Echourrouk", abordant le rôle du journaliste qui dénonce les affaires de corruption et les difficultés d'accès aux sources d'information. Le journaliste Djaffar Bensalah du Journal "El Khabar" a abordé, quant à lui, la "production de contenus", expliquant que "la guerre cybernétique à laquelle est exposée l'Algérie, nécessite d'être orientée vers la production de contenus de l'information".

De même qu'il a été mis l'accent durant cette rencontre, sur la nécessité de lier la liberté d'expression à la responsabilité sociale notamment pour ceux qui pratiquent cette profession pour que les droits des autres et le respect de la vie des personnes ne soient pas bafoués.

El-Oued : trois quotidiens enrichissent le paysage médiatique local

L'enrichissement du paysage médiatique de la wilaya d'El-Oued par la parution, ces trois dernières années, de trois quotidiens est un acquis à mettre en valeur car il traduit la vitalité du pluralisme de la presse écrite en Algérie, ont convenu des professionnels du secteur dans la wilaya d'El-Oued (sud-est du pays).

La naissance des nouveaux titres "El-Jadid EL-Youmi", "AL-Tahrir EL-Djazaïria" et "Al-Ghazal News", consacre la presse de proximité qui constitue un trait d'union entre l'administration et le citoyen et un espace d'expression des préoccupations, ont souligné ces professionnels approchés par l'APS à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse.

Rachid Khodir, enseignant de communication à l'université d'El-Oued, a estimé que la parution de trois titres de la presse nationale dans la wilaya d'El-Oued est un acquis qu'il faut consolider dans le sens du pluralisme des médias auquel aspirent les gens de la presse, dont les préoccupations ont été prises en charge par les pouvoirs publics à la faveur de la

promulgation d'un cadre législatif adéquat

"Le code de l'information, émanation de la constitution, a contribué largement à la promotion de la liberté d'expression de la presse écrite, audio-visuelle et électronique", a soutenu M. Khodir. Selon cet universitaire, "la presse, quatrième pouvoir, a assumé pleinement et avec professionnalisme, sa mission dans l'équation de la stabilité sociale mettant à profit la liberté de la presse garantie par la constitution, en sus de son rôle dans le traitement médiatique des différentes activités de la société civile".

Les responsables de ces nouvelles publications se sont, pour leur part, félicités des efforts des pouvoirs publics pour jeter de bases solides à l'édification d'une véritable presse professionnelle et plurielle en Algérie. Dans ce contexte, ces responsables ont souligné que l'Algérie a réalisé "d'importants pas dans ce sens" à travers la mise sur pied d'une législation garantissant l'accès aux sources d'information et le droit des citoyens à l'information. Le directeur

général, responsable de la publication du quotidien "Al-Tahrir EL-Djazaïria", Larbi Brik, a corroboré cette affirmation en soulignant que ce cadre juridique a permis "une grande marge aux journaux pour la consécration de la liberté d'expression", avant de mettre l'accent sur la nécessité de protéger la presse papier, concurrencée par l'expansion de la presse électronique et de celle des réseaux sociaux. Après avoir appelé à mettre en place de mécanismes à même d'organiser ces nouveaux médias, le même responsable a fait part de la création, par souci de se mettre au diapason des mutations que connaît le paysage médiatique, une chaîne "Al-Tahrir" sur le web.

Abondant dans le même sens, le directeur général, responsable de la publication du journal "El-Jadid Al-Youmi", Ahmed Rezzeg Lobza, a indiqué que "le paysage médiatique national vit une importante ouverture", estimant que le champs médiatique en Algérie est une expérience "pionnière", dans les pays arabes et africains.

CNESE : une plateforme numérique pour la communication avec les journalistes

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a annoncé, lundi dans un communiqué, qu'il envisageait le lancement d'une plateforme numérique de communication avec les journalistes, "qui sont un partenaire efficace dans l'élaboration des processus de développement". Dans une lettre adressée à la famille médiatique à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de liberté de la presse (3 mai), le Conseil a fait part du "lancement prochain d'une plateforme d'application électronique qui sera un trait d'union entre lui et les différents médias". Dans ce contexte, le CNESE s'est dit disposé à asseoir un véritable partenariat visant à appuyer les journalistes, particulièrement ceux spécialisés dans les domaines liés à ses missions, en leur permettant de participer, en tant que parties prenantes, aux débats qui y sont animés et de contribuer à l'instauration d'une culture médiatique spécialisée à cette époque où la société médiatique joue un rôle central dans les guerres économiques et commerciales. A ce propos, le Conseil a tenu à saluer le professionnalisme des journalistes et leur rôle dans la communication d'une information crédible, exacte et objective, notamment en lien avec le développement socioéconomique du pays. "A travers vos écrits et vos enquêtes, vous accomplissez un devoir national noble au moment où l'information est devenue un bien public de par sa contribution à la construction de la société de la prospérité et du développement durable, a ajouté le CNESE à l'adresse des journalistes. "Le rôle du journaliste ne se limite pas à transmettre l'information mais plutôt à être un partenaire efficace dans l'élaboration des processus de développement, de par sa capacité à façonner l'opinion et contribuer à l'élaboration d'approches auxquelles se réfèrent les décideurs pour concevoir un modèle de développement durable", conclut le CNESE dans son communiqué.

MOUVEMENT DE PROTESTATION DES AGENTS DE LA PROTECTION CIVILE

Mesures de suspension de 230 éléments (Intérieur)

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a fait état, lundi, de mesures de suspension "dans un premier temps" et de poursuites judiciaires "en deuxième temps" contre 230 agents de la Protection civile (PC), ayant observé un mouvement de protestation "contraire au Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la Protection civile".

Le ministère précise dans un communiqué que "des mesures de suspension ont été décidées, dans un premier temps, contre 230 agents en application des dispositions de l'article 173 du Statut général de la Fonction publique, avec engagement de poursuites judiciaires, dans un deuxième

temps".

Ces mesures interviennent en application des articles 28 et 29 du décret exécutif 11-106, du 06 mars 2011, portant Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la Protection civile, et après la flagrante et grave violation, par certains agents,

des dispositions des deux articles suscités, souligne la même source. Il s'agit là, poursuit le communiqué, "d'une trahison aux obligations et responsabilités qui leur incombent, dont l'objectif principal est d'attenter à la stabilité et d'entacher la crédibilité de ce corps".

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement territorial a réitéré son appel aux affiliés de ce corps à "ne pas céder aux voix tendancieuses qui visent à déstabiliser cette institution publique régulière, objet de tout respect et reconnaissance".

39^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE MOHAMED SEDDIK BENYAHIA

Le siège du MAE baptisé du nom de l'ex chef de la diplomatie algérienne

Le chef de la diplomatie algérienne, Sabri Boukadoum a annoncé lundi à Alger que sur décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le siège du ministère des Affaires étrangères sera baptisé du nom du diplomate, Mohamed Seddik Benyahia. "En hommage au parcours du défunt et à ses luttes, et en reconnaissance de Mohamed Essedik Benyahia en tant que symbole pour les générations passées et futures, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a décidé de baptiser le siège du ministère des Affaires étrangères du nom du défunt, Mohamed Seddik Benyahia", a déclaré Sabri Boukadoum lors d'une cérémonie commémorative du 39^e anniversaire du décès de l'ancien ministre des Affaires étrangères. La cérémonie a été marquée notamment par la présence du président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, du Conseiller du président de la République, Abdelhafid Allahoum, de membres du gouvernement et de cadres du ministère des Affaires étrangères. Soulignant les sacrifices de ce diplomate infatigable, Boukadoum a indiqué qu'il était aujourd'hui important pour tout le corps diplomatique d'évoquer son militantisme pour la préservation des intérêts suprêmes de l'Algérie et l'adaptation des performances diplomatiques aux exigences de la conjoncture notamment en ce qui concerne la consolidation de la paix et la stabilité dans la région.

Le défunt est considéré comme l'un des

responsables algériens qui ont parfaitement mené les batailles de libération et d'édification, a ajouté le ministre, relevant qu'il avait dirigé la diplomatie algérienne avec distinction entre 1979 et 1982.

Citant les réalisations les plus marquantes du défunt, Boukadoum a rappelé sa contribution précieuse dans la résolution de la crise des otages américains en Iran et sa médiation pour mettre fin à la guerre entre l'Irak et l'Iran, appelant les jeunes, "à redoubler d'efforts et à être à la hauteur des défis auxquels l'Algérie est confrontée. Intervenant à cette cérémonie, le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, est revenu sur la riche carrière de Mohamed Seddik Benyahia et sur les étapes ayant marqué son parcours. M. Goudjil a souligné son rôle important lors des négociations ayant abouti à la signature des accords d'Evian et celles ayant conduit à la libération des otages américains en Iran. M. Goudjil a décrit, Seddik Benyahia comme un "homme de synthèse", capable de trouver des solutions aux différents problèmes eu égard à sa connaissance approfondie des enjeux internationaux. Mettant en exergue l'importance de sauvegarder la mémoire nationale, le président du Conseil de la Nation a salué la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune de consacrer le 8 mai de chaque année, "Journée nationale de la mémoire". Evoquant les circonstances de la décès de Seddik Be-

nyahia lors du crash d'avion du 3 mai 1982, M. Goudjil a indiqué que la partie algérienne a mené une enquête indépendante sans recourir à une expertise étrangère. "Les conclusions de l'enquête que nous avons remis à la partie irakienne a déterminé que le missile qui a causé l'accident était un missile soviétique lancé par un avion irakien", a-t-il précisé. L'ancien ministre Mohamed Seddik Benyahia, décédé dans un accident d'avion le 3 mai 1982, incarnait l'homme d'Etat dévoué et le diplomate infatigable qui a fait connaître la Guerre de libération dans le monde et servi le pays avec abnégation et humilité après l'indépendance. Né le 30 janvier 1932 à Jijel, Mohamed Seddik Benyahia, cet "homme hors normes", comme le qualifiait son compagnon de lutte, Rédha Malek, et au parcours irréprochable, avait marqué par son courage et son sens du sacrifice l'histoire du mouvement national et celle de l'Algérie combattante et indépendante.

Désigné à la tête de la diplomatie algérienne en 1979, Mohamed Seddik Benyahia était au service de la paix dans le monde. L'histoire retient encore aujourd'hui, 39 ans après sa disparition dans un tragique crash d'avion, son rôle dans le dénouement de la crise des 52 américains retenus otages pendant 444 jours au siège de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, en amenant les deux parties à signer l'accord d'Alger le 19 janvier 1981.

MAGISTRATURE Une formation pour les magistrats algériens sur les défis impactant la paix et la sécurité internationales (ministère de la Justice)

Les magistrats algériens bénéficieront, du 02 au 06 mai en cours, d'une formation à distance visant à comprendre les défis qui peuvent impacter la paix et la sécurité internationale et à examiner les aspects relatifs au blanchiment d'argent issue de la traite des personnes et du trafic de migrants.

"Dans le cadre de la coopération avec le Centre de politique de sécurité de Genève, deux magistrats participent en ligne à une session de formation sur les nouvelles problématiques du 21^e siècle, notamment l'identification de l'environnement de sécurité actuel pour relever les défis de demain", a indiqué le ministère de la Justice sur son site officiel.

Cette session a pour objectif de "comprendre les nouveaux défis émergents pouvant impacter la paix et la sécurité internationales et de doter les participants d'outils à même de leur permettre une identification rapide des ces défis et l'apport de réponses adéquates", a ajouté la même source.

Par ailleurs, et dans le cadre de la coopération avec le Groupe d'action financière internationale du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (GAFI MOAN), deux magistrats participent en ligne à un atelier de formation sur "le projet de blanchiment d'argent issu de la traite des personnes et du trafic de migrants", a poursuivi le ministère.

Un nombre d'organisations internationales et groupes régionaux, à leur tête le GAFI et le Groupe Egmon du renseignement financier et l'Office des Nations Unies contre le crime et la drogue (ONUDC), seront présents à cet atelier, durant lequel il sera passé en revue le rapport de ce projet et certains articles essentiels dans ce sens, à savoir l'ampleur de la problématique, les outils et méthodes utilisés pour commettre ce type de crime dans la région MENA, ainsi que les principaux paramètres de suspicion et d'autres aspects liés aux résultats du rapport en plus des observations des Etats ayant reçu le rapport, a conclu le ministère.

EMPLOI

Insertion de 68.000 bénéficiaires du DAIP (ministre)

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, Lachemi Djaaboub a fait état lundi à Alger de l'insertion de 68.000 bénéficiaires du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) au niveau national, sur plus de 300.000 jeunes concernés par cette opération.

"Jusqu'à ce jour, 68.000 bénéficiaires du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) ont été professionnellement intégrés au niveau national, sur un total de plus de 300.000 personnes concernées par cette opération", a souligné le ministre sur les ondes de la Radio nationale. S'agissant des postes d'emploi créés au titre de l'année en cours, M. Djaaboub a fait savoir que "30.000 postes ont été créés dans le secteur de l'Education nationale et 30.000 autres dans celui de l'Intérieur et des Collectivités locales".

Rappelant à cette occasion que l'opération d'insertion professionnelle s'inscrivait dans le cadre de "la mise en œuvre du décret exécutif N19-336 du 8 décembre 2019 portant insertion des bénéficiaires des Dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle", le ministre a fait savoir que le nombre de personnes concernées par cette opération s'élevait à plus de 300.000 jeunes dont l'insertion était prévue durant les années 2019, 2020 et 2021.

Dans cette optique, il a souligné l'impératif d'intensifier les efforts en vue de "poursuivre l'opération d'insertion selon une nouvelle approche fondée sur la coordination avec les secteurs concernés, notamment le ministère des Finances", exprimant son souhait d'atteindre "une intégration de 200.000 personnes d'ici la fin de l'année en cours". En ce qui concerne la création des postes d'emploi, M. Djaaboub a précisé que "la nouvelle approche porte sur l'encouragement des jeunes à l'entrepreneuriat et à la création des Petites et Moyennes entreprises (PME), d'autant que les administrations publiques arrivent à saturation en termes de ressources humaines (plus de 2 millions)".

Le ministre a également relevé la nécessité de libérer l'acte d'investissement et le foncier économique de toute pratique bureaucratique, qualifiant l'entrave à tout projet d'investissement de "trahison nationale", tout en affirmant que "des centaines de dossiers et des demandes du foncier économique et de crédits bancaires ainsi que d'autres dossiers remplissant les conditions sont en suspens".

S'agissant de la création de la nomenclature algérienne des métiers et des emplois (NAME), M. Djaaboub a souligné que "ce très important document est actuelle-

ment au niveau du Secrétariat général du Gouvernement (SGG)", précisant qu'elle "contribuera à la définition de la vision et permettra de déterminer les salaires des travailleurs".

Par ailleurs, le ministre a indiqué que "ses services mènent une sérieuse réflexion quant à la révision des missions de l'inspection du travail, notamment en ce qui concerne le volet des procédures pénales envers les employeurs contrevenants, qu'ils soient algériens ou étrangers, et ce dans le but de les sanctionner surtout pour le non respect des dispositions des conventions collectives et la non déclaration des employés. Pour ce qui est de l'action syndicale, le ministre a affirmé que "les portes du ministère sont ouvertes à toutes les organisations remplissant les conditions légales", ajoutant que "la révision de la loi relative au droit syndical sera le premier texte à examiner lors de la prochaine session de l'Assemblée populaire nationale (APN)".

Le retour à la retraite proportionnelle et la retraite sans condition d'âge écarté

M. Djaaboub a fait savoir que le secteur s'attèle à concrétiser le programme de modernisation et de numérisation du service public de l'emploi tout en le renforçant

pour assurer une gestion plus intégrée et efficace sur le marché du travail et le hisser au niveau des demandeurs d'emploi et des employeurs, dont 75% des transactions conclues entre les usager se font par voie numérique.

Par ailleurs, M. Djaaboub a écarté la possibilité d'un retour à la retraite proportionnelle et sans condition d'âge en cette conjoncture économique, soulignant que "l'Etat n'abandonnera jamais les retraités quelle que soit la conjoncture". Le recours à ces deux formules de retraite, donnera lieu à un million nouveaux retraités ce qui nécessite la mobilisation de 540 mds DA de la Caisse nationale de retraite (CNR), "déficitaire depuis 2012", a-t-il précisé. Insistant sur "l'impossibilité d'investir une partie des fonds de la GNR", le ministre a qualifié l'idée "d'aventure non envisageable". Et de mettre l'accent sur "la préservation des fonds des travailleurs", rappelant "le détournement des fonds des caisses de la sécurité sociale dans l'affaire El Khalifa". Quant au recrutement dans le Sud, le ministre a souligné "le principe de la primauté du recrutement des enfants du Sud", relevant le déséquilibre entre "les demandes de recrutement et les offres disponibles notamment au niveau des entreprises pétrolières".

OUARGLA

La gestion du patrimoine phœnicicole, thème d'un prochain séminaire national (UKMO)

La gestion du patrimoine phœnicicole dans les oasis algériennes sera le thème d'un séminaire national prévu le 30 juin prochain à l'Université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO), a-t-on appris mardi auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Cette rencontre vise à élaborer un état des lieux de la phœniciculture, dresser un bilan de la recherche pour le laboratoire et confronter les résultats avec d'autres chercheurs au niveau national, proposer des méthodes de gestion à tous les niveaux pour un développement plus durable et plus rationnel et identifier les contraintes dans un cadre pluridisciplinaire, a-t-on précisé.

Les anciennes oasis du sud algérien sont confrontées à une dégradation inévitable dont les causes avérées sont parfois l'objet d'un débat controversé surtout en matière d'hierarchisation, selon les organisateurs. La diversité de ces causes impose une démarche pluridisciplinaire pour les cerner véritablement et proposer



des programmes de sauvegarde des palmeraies, ont-ils ajouté.

Dans les nouveaux espaces agricoles aménagés, la problématique reste difficile et se pose en termes de durabilité des systèmes de production et de choix de systèmes de cultures et des techniques de production.

La gestion des espaces

agricoles, autrement dit la prise de décision en milieu agricole, demeure un thème récurrent pour les pouvoirs publics, mais aussi pour d'autres acteurs et principalement pour les agriculteurs. Ce rendez-vous scientifique qui sera organisé en visioconférence à partir de l'université d'Ouargla, sera une occasion de débattre sur

la question de la gestion des palmeraies du sud algérien, de son efficacité et son impact sur le milieu, sur la durabilité du développement qui est supposé en être enduit.

Initié par le laboratoire de recherche sur la phœniciculture relevant de la nature des sciences de la nature et de la vie à l'UKMO, ce 1er Séminaire national sur la gestion du patrimoine phœnicicole dans les oasis algériennes s'articulera sur quatre thèmes principaux. Il s'agit de la "durabilité des systèmes agricoles oasiens", "la mise en valeur des terres en régions sahariennes", "les protections des espaces agricoles sahariens" et "la valorisation, la technologie et la biotechnologie des produits de la palmeraie", ont indiqué les organisateurs.

EL TARF

Sensibilisation à l'importance de la valorisation du patrimoine et à sa préservation

La multiplication des actions de sensibilisation pour la préservation et la valorisation du patrimoine a été soulignée lundi à El Tarf par la directrice de recherches préhistoriques du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH), Latifa Sari. Lors d'une journée d'études dédiée à la valorisation économique du patrimoine culturel, Mme Sari a insisté, dans sa communication consacrée à la préhistoire et aux vestiges archéologiques marquant cette époque préhistorique dans cette région frontalière, sur l'importance de la sensibilisation des populations autochtones, particulièrement les élèves, à l'impérative préservation du patrimoine existant dans cette wilaya qui demeure, à ce jour, "un musée à ciel ouvert".

L'accent a été également mis sur le rôle de l'approche participative dans la sensibilisation à l'importance

du patrimoine culturel et à la poursuite des recherches dans cette wilaya dans l'extrême Nord-est du pays, jugées "encore insuffisantes voire rares". S'inscrivant dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine, cette rencontre, qui a été organisée par l'association culturelle de wilaya "Amel" pour la promotion du patrimoine touristique, vise, selon son président Mourad Farhi, et le directeur local de la culture et des arts, Adel Safi, "à asseoir des passerelles de communication entre les citoyens et les secteurs spécialisés dans le domaine archéologique et la recherche anthropologique afin de "mieux connaître le passé de cette wilaya frontalière et de participer à sa préservation et sa valorisation". Aussi, cette rencontre permettra aux populations et associations actives dans le domaine de la protection du patrimoine, d'être "au fait des efforts déployés dans ce domaine et de connaître les

opportunités offertes en matière de valorisation économique du patrimoine culturel". Deux autres communications traitent du "potentiel naturel et littoral de la wilaya d'El Tarf" et "poterie entre patrimoine et moyen de développement économique entre le passé et le présent" ont été également débattus lors de cette rencontre, organisée à la bibliothèque principale de lecture publique Françoise Louise dite Mabrouka Belgacem. Des Visites guidées à travers différents sites archéologiques et historiques de cette wilaya ont été organisées en étroite collaboration avec les services de la direction locale de l'éducation, les services des œuvres universitaires et la direction locale de la formation professionnelle, en sus d'une exposition dédiée au patrimoine immatériel de cette wilaya frontalière, a précisé le directeur local de la culture et des arts.

BECHAR

Législatives du 12 juin : 435 bureaux de vote dont 4 itinérants prévus (ANIE)

Au total, 435 bureaux de vote dont quatre (4) bureaux itinérants sont prévus dans la wilaya de Bechar dans le cadre des préparatifs pour les législatives du 12 juin prochain, a-t-on appris mardi auprès de la délégation de wilaya de l'autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Les bureaux de vote seront chapeautés par 63 centres de vote éparpillés à

travers les 11 communes de la wilaya, a précisé le responsable de la communication de cette instance locale, Mohamed Djermane. Les quatre (4) bureaux itinérants qui sillonneront les zones éloignées des communes de Bechar, Beni-Ounif et Abadla seront encadrés par 28 agents retenus à cette occasion, a-t-il indiqué.

Il s'agit des zones reculées d'Oued Namous, Rosf Ettayba et

Fendi, a-t-il détaillé. Un total de 3.045 agents choisis dans le cadre de la plate forme numérique de la même délégation locale, encadreront cette échéance électorale, dont 315 agents mobilisés pour encadrer les centres de vote, selon ce responsable.

Un dispositif sanitaire "Spécial vote" sera mis en place au titre de la prévention et la lutte contre la propagation du

Covid-19, en étroite collaboration avec la direction locale du secteur de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. Les autres moyens humains, logistiques et un dispositif sécuritaire seront mobilisés pour assurer le bon déroulement de ces élections législatives, a-t-il signalé. La délégation locale de l'ANIE examine actuellement les dossiers de candidatures

déposés par 18 partis politiques et 30 listes d'indépendants, pour briguer les trois (3) sièges prévus pour la wilaya de Bechar à l'assemblée nationale populaire (APN), a indiqué M.Djermane. La wilaya de Bechar compte avec le nouveau découpage du territoire, un corps électoral de 167.596 électeurs inscrits, dont 69.533 femmes, a-t-on fait savoir.

APN

TOUGGOURT

Résiliation de contrat avec l'entreprise chargée de la réalisation de l'hôpital 240 lits (ministre)

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a déclaré, lundi à Touggourt, que le contrat avec l'entreprise de réalisation du projet de 240 lits a été résilié après avoir constaté un retard des travaux. "Nous avons décidé de résilier le contrat avec la société chinoise chargée de la réalisation de l'hôpital +240 lits+ après avoir constaté un retard dans l'exécution des travaux, le non-respect des délais de réalisation et des pénalités de retard seront prises à l'encontre de cette entreprise", a affirmé lors de l'inspection du projet en question dans le cadre de sa visite de travail dans cette wilaya.

M. Benbouzid a, à cette occasion, appelé les autorités locales de prendre toutes les mesures afin de relancer les travaux de réalisation "dans les plus brefs délais".

"Cette structure médicale est censée être livrée en 2017, toutefois, elle est inachevée et il est inadmissible de gérer la situation de pareille cadence", a-t-il dit. "Nous œuvrons actuellement à

rassurer le citoyen, et opérer le changement dans le cadre de l'édification de l'Algérie nouvelle, état de fait requiert une rupture avec les anciennes pratiques", a souligné le ministre. "Ce projet est un acquis important pour la région, et sera équipé en moyens médicaux de pointe qu'il appartient à protéger", a poursuivi M.Benbouzid.

Occupant une surface de six (6) hectares, dont 3,7 h bâtis, ce projet de l'hôpital "240 lits" de Touggourt a été lancé en février 2012 pour un montant d'investissement de plus de 4,9 milliards DA. Cette future structure dispose d'un bloc opératoire composé de six salles, d'un service de réanimation, d'un service de soins intensifs, un laboratoire, une pharmacie, et une salle d'archives, selon sa fiche technique.

Le ministre de la santé a par ailleurs annoncé que son département lance une réflexion sur la projection d'un grand centre de référence pour les soins des brûlures. M.Benbouzid poursuivra sa tournée dans la région par une visite similaire dans la wilaya d'Ouargla.

BLIDA

Distribution de plus de 2000 ruches en deux ans (Conservation)

Plus de 2.000 ruches pleines ont été distribuées, ces deux dernières années, par la Conservation des forêts de Blida, au profit d'habitants de zones rurales et reculées, a-t-on appris, lundi, auprès de cette institution.

"La Conservation des forêts de Blida a distribué, durant ces deux dernières années, un total de 2.140 ruches pleines au profit de 263 apiculteurs, dont 32 femmes rurales qui ont exprimé leur intérêt pour cette activité agricole pour améliorer leurs revenus", a indiqué à l'APS le chargé de communication auprès de cet organisme public, Mohamed Mokadem.

Afin d'accompagner ces apiculteurs, la conservation des forêts a constitué des équipes de suivi composées de cadres spécialisés dans cette activité agricole et de vétérinaires, afin d'orienter et de conseiller les bénéficiaires des opérations de distribution de ruches. Dans le même sillage, ce responsable a signalé que 11 apiculteurs ont bénéficié de la concession d'assiettes forestières, d'une

superficie de près de 4,5 ha, pour l'élevage apicole.

Cette opération, inscrite au titre du programme de développement rural, vise la promotion de la filière apicole à offrir une opportunité aux habitants des zones rurales de créer une source de revenus supplémentaire et à les fixer dans leurs régions.

M. Mokadem a, également, signalé qu'au titre de cette démarche, il a été procédé à la plantation d'une surface de 100 ha, au niveau des zones rurales, en arbres fruitiers, dont des pruniers, des amandiers, des abricotiers, des oliviers et des caroubiers, soulignant la "haute qualité des produits agricoles de montagne qui font l'objet d'une forte demande de la part des consommateurs, citadins notamment", s'est-il félicité. Sur un autre plan, le même responsable a fait cas de l'indemnisation de 54 agriculteurs affectés par les incendies de forêts, à travers la plantation de 1.552 arbrustes de la même espèce que les arbres fruitiers ravagés par les feux.

INDUSTRIE MÉCANIQUE

Installation d'une commission de concertation dans la branche mécanique

Une commission de dialogue et de concertation dans la branche mécanique a été installée, lundi à Alger, entre le ministère de l'Industrie et l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) en vue de trouver des solutions participatives aux problèmes dont souffrent les entreprises publiques actives dans ce domaine, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cette Commission compte des représentants de la Fédération de la mécanique et de l'électronique relevant de l'UGTA, des présidents de groupes publics actifs dans les domaines de la mécanique et de l'électronique, à savoir le Groupe public mécanique AGM, le Groupe métallurgique et sidérurgique IMETAL, l'Entreprise nationale des véhicules industrielle SNVI, le Groupe des industries électroniques et électromécaniques "ELEC EL-Djazair", outre des cadres du ministère de l'Industrie, précise la même source. L'installation de cette Commission s'est déroulée en présence du ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha et du Secrétaire général de l'UGTA, Salim Labatcha. La Commission vise à "définir tous les problèmes et obstacles dont souffrent les entreprises publiques actives dans la mécanique à l'effet de trouver des solutions participatives entre les syndicats représentant les travailleurs et les administrations concernées", souligne la même source.

M. Bacha a mis l'accent sur "l'impératif de régler les problèmes et la situation des entreprises relevant de ces groupes publics dans les plus brefs délais, notamment les celles en grande difficulté sur les plans économique et social", jugeant que "la révision du rôle économique des entreprises publiques est une condition sine qua non pour la pérennité de la cohésion et la stabilité sociale de ces entreprises". La création de cette Commission s'inscrit dans le cadre de la série de rencontres de concertation et en application des résultats de la réunion du 1er avril dernier entre le ministère de l'Industrie et l'UGTA. D'autres commissions dans les branches du textile, des matériaux de construction et de l'agroalimentaire seront créées également.

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF)

M. Rezig prend part aux travaux de la 5^e réunion du Conseil des ministres

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a pris part aux travaux de la 5^e réunion du conseil des ministres de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), indique un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion, organisée par visioconférence, il a été question de l'examen du rapport de la 7^e réunion du comité des hauts fonctionnaires du commerce de la ZLECAF, tenue du 29 avril au 2 mai 2021, précise la même source. La réunion a été consacrée au suivi de la mise en œuvre des mesures relatives au traitement des difficultés entravant les échanges commerciaux à travers l'application des listes d'offres tarifaires du commerce des marchandises et au suivi des questions en suspens dans les règles d'origine, et ce en application des recommandations issues de la réunion des chefs d'état et de gouvernement de l'Union Africaine (UA), tenue le 13 décembre 2020. La réunion s'est également penchée sur l'examen de l'état d'avancement des négociations sur la deuxième phase de l'accord de ZLECAF, incluant les investissements, les droits de propriété intellectuelle, la politique de concurrence et le e-commerce, conclut le communiqué.

TOURISME - INVESTISSEMENT

Vers la mise en place d'un plan d'investissement dans les ZET (ministre)

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Ali Boughazi, a annoncé lundi depuis Ain Milila (Oum El Bouaghi) l'organisation prochaine d'une rencontre avec le patronat pour la mise en place d'un plan d'investissement dans les zones d'expansion touristique (ZET).

Dans une déclaration à la presse, en marge de l'inauguration d'un hôtel lors de sa visite de travail dans la wilaya, M. Boughazi a fait état d'une dynamique dans la réalisation des structures hôtelières, soulignant que l'Etat "encourage fortement ce type de projets d'investissement". "Il existe des zones d'expansion touristique en Algérie dont nous allons mettre en place les plans d'aménagement afin

d'encourager les investisseurs dans ce domaine", a ajouté le ministre. Inspectant la zone humide Timerganine (commune d'Ain Zitoun) classée au titre de la Convention de Ramsar, M. Boughazi a mis l'accent sur l'importance de la promotion de l'écotourisme, appelant à la création de circuits touristiques locaux.

Concernant les atouts de la région, le ministre a estimé qu'en tant que wilaya commerciale par excellence, Oum El Bouaghi peut devenir une région touristique attractive. Relevant que "le tourisme est le premier levier économique dans de nombreux pays", il a affirmé que "l'Algérie a un énorme potentiel touristique". A ce titre, il a rappelé le mes-

PORTS

Les règles de fonctionnement de la plate-forme d'échanges de données numériques fixées

Les règles de fonctionnement de la plate-forme communautaire portuaire d'échanges de données numériques, ont été fixées par un décret exécutif publié au Journal officiel n 31.

Selon ce décret exécutif n 21-147 signé le 17 avril dernier par le premier ministre, Abdelaziz Djerad, cette plate-forme dénommée "Algerian Port Community System" (APCS) est un service qui permet aux parties concernées par les échanges commerciaux et par le transport maritime de déposer des informations, des données, des messages et des documents normalisés auprès d'un point d'entrée unique, en vue de satisfaire à toutes les exigences requises à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, à l'exclusion des formalités douanières. Pour les besoins liés à l'accomplissement des formalités de contrôle aux frontières maritimes, l'APCS est interfacé avec le système d'information de l'administration des douanes, souligne le même texte.

Ainsi, l'APCS constitue un portail électronique pour les institutions, les administrations et les organismes publics, les opérateurs économiques et les autres intervenants concernés de la chaîne logistique.

Parmi ces principales missions, l'échange électronique d'informations, de données, de messages et de documents liés à l'accomplissement de toutes les formalités requises lors de l'importation, de l'exportation et du transit, ainsi que la facilitation et la régulation des échanges commerciaux transfrontaliers par voie maritime conformément aux usages, règles et aux engagements internationaux de l'Algérie.

Il s'agit également d'interfacer avec les autres systèmes d'informations privatifs des institutions, des administrations et des organismes publics, des opérateurs économiques et des



autres intervenants concernés de la chaîne logistique, de faciliter les opérations de contrôle des marchandises par les services compétents de l'Etat, en la matière, et d'accélérer et fluidifier les échanges d'informations, de données entre les institutions. Le rôle de cette plate-forme consiste aussi à mettre à la disposition des institutions, des administrations et des organismes publics, des opérateurs économiques et des autres intervenants concernés de la chaîne logistique, des informations et des données requises, en vue de l'accomplissement des formalités liées aux opérations d'importation, d'exportation et de transit des marchandises, notamment avec le système d'information de l'administration des douanes. Elle assure en outre la production de statistiques relatives à la chaîne logistique du commerce transfrontalier par voie maritime, le suivi administratif et physique des marchandises transitant

par les ports de commerce et le suivi physique des marchandises transférées des ports de commerce vers les zones extra-portuaires.

Les institutions, les administrations et les organismes publics, les opérateurs économiques et les autres intervenants concernés de la chaîne logistique sont tenus d'utiliser les services de l'APCS pour l'accomplissement des formalités et opérations portuaires liées au commerce transfrontalier par voie maritime, dès sa mise en exploitation. La mise en place, le suivi, la gestion, la maintenance et la sécurité de l'APCS, sont confiés à une autorité portuaire qui doit déployer tous les moyens humains et matériels permettant d'assurer le bon fonctionnement de cette plate-forme. Dans l'attente de la mise en place de l'autorité portuaire, le groupe services portuaires "Serport SPA" est chargé des missions de l'autorité portuaire, prévues par les dispositions de ce décret.

IMPORT - EXPORT

Les formalités douanières seront accomplies à travers un guichet unique électronique

Les formalités douanières à l'importation, au transit et à l'exportation seront accomplies à travers un guichet unique électronique dont les modalités de mise en place et de fonctionnement ont été fixées par un décret exécutif publié au Journal officiel (JO) n 31. Il s'agit d'un point d'entrée unique pour l'accomplissement des formalités douanières et la soumission des documents, liés au contrôle à l'importation, au transit et à l'exportation, selon le décret exécutif n 21-146 signé le 17 avril en cours par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

Ce guichet unique constitue "une interface électro-

nique qui permet l'échange et la diffusion par voie électronique des flux d'informations et des documents entre les différents intervenants dans la chaîne du commerce extérieur, dans la limite des missions et des responsabilités de chaque intervenant".

Il peut être interfacé avec d'autres plateformes d'échange électronique et systèmes d'information en lien avec le contrôle transfrontalier.

Le guichet unique a pour mission d'assurer une gestion coordonnée des frontières, d'unifier l'accomplissement des formalités douanières liées au contrôle du commerce extérieur au

niveau des points d'entrée, de favoriser la coopération entre les organismes chargés de la réglementation des flux aux frontières et d'éviter la transcription répétée des données et la transmission redondante des documents.

Il permet également d'améliorer la communication entre les différents intervenants dans la chaîne du commerce extérieur, de regrouper et de faciliter les contrôles opérationnels et de permettre l'amélioration et la consolidation de la gestion des risques de fraude, de réduire les délais et les coûts des formalités et de contrôle, et d'alléger et de dématérialiser l'accomplissement des

formalités douanières requises aux frontières et d'en assurer la transparence.

Selon le décret, la direction générale des douanes (DGD), est chargée d'assurer, en collaboration avec les administrations, les institutions et les intervenants concernés, l'installation, la mise en œuvre et la gestion du guichet unique ainsi que le suivi de son fonctionnement et son développement.

La DGD veille aussi, en tant que gestionnaire du guichet unique, à la sécurisation et à la confidentialité des données traitées, en collaboration avec les différents intervenants, souligne la même source.

du président de la République à l'occasion du 65^e anniversaire de création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et du 50^e anniversaire de nationalisation des hydrocarbures, dans lequel il a évoqué les secteurs vitaux, tels l'Agriculture et le Tourisme en vue de la diversification de l'économie et d'une sortie effective d'une dépendance aux hydrocarbures. Rencontrant les représentants des associations locales actives dans le domaine du patrimoine culturel et de la chasse, le ministre a souligné que "l'Etat soutient par tous les moyens le travail associatif", estimant que le mouvement associatif est "un partenaire essentiel" pour l'Etat. Il a également réaffirmé que le président

de la République "accorde un intérêt particulier à la société civile, un intérêt qui s'est traduit, dit-il, par la désignation d'un conseiller chargé du mouvement associatif et de la création d'un Observatoire national de la société civile.

A l'entame de sa visite, le ministre avait supervisé le lancement d'une exposition de l'artisanat à la maison de la culture Nouar Boubaker au chef-lieu de la wilaya et inauguré trois hôtels privés dans les communes d'Ain Fakroun et Ain M'lila.

Il s'est enquis également du projet d'aménagement de la forêt récréative Bouzbine à Ain M'lila et de celle d'Ouled Kacem.

ENERGIE

Le pétrole en hausse grâce à la levée de restrictions en Europe

Les prix du brut étaient en hausse mardi, soutenus par la perspective du redémarrage de l'activité et des voyages dans certains pays européens, notamment le Royaume-Uni.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet prenait 1,76% à 68,75 dollars, et le WTI, coté à New York, pour livraison juin, s'accroissait de 1,69% à 65,58 dollars.

Les cours profitaient de la perspective d'une reprise de l'activité dans plusieurs pays européens, "particulièrement ceux où le pourcentage de la population qui a reçu au moins une dose de vaccin avoisine 20 à 25%", notent des analystes.

Lundi a marqué la fin des restrictions de déplacement en France, première étape dans le déconfinement progressif du pays engagé par le gouvernement. Le gouverne-



ment britannique devrait de son côté annoncer mardi le feu vert à une reprise partielle des voyages internationaux avec un code de trois couleurs

selon le niveau épidémique de la destination et les mesures sanitaires pour pouvoir y aller et au retour.

La hausse des prix de l'or

noir était toutefois tempérée par la situation en Inde, géant émergent en proie à une vague meurtrière de Covid-19.

Selon des experts, le total de la demande indienne pour des produits comme l'essence, le diesel et le kérosène devrait plonger sous le seuil de 4 millions de barils par jour en mai, les nouvelles restrictions liées à la Covid-19 plombant la mobilité.

Toutefois, malgré la demande en baisse en Inde, il est probable que le pétrole va regagner du terrain vers 70 dollars le baril dans les mois à venir à mesure que la demande mondiale revient en territoire positif.

MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES

Le maïs américain continue de tirer les prix des céréales

La forte hausse des prix du maïs américain, soutenue par les inquiétudes sur les cultures au Brésil, soutient l'ensemble du marché des céréales, dont les prix repartaient en très nette hausse lundi à la mi-journée.

"C'est le leitmotiv de ce début de semaine, le stress lié aux perspectives de repli de production de la deuxième récolte brésilienne" en raison de conditions très sèches ou de problèmes de gel, selon les régions, a expliqué Gautier Le Molgat, analyste au cabinet Agritel. Au Brésil, 75% des surfaces de maïs sont semées en deuxième récolte en février sitôt le soja moissonné.

"C'est ça qui tire le marché dans un contexte où aux Etats-Unis, ça doit aller mieux en termes d'avancées des semis", a ajouté M. Le Molgat.

Le boisseau (environ 25 kilos) de maïs américain a progressé d'un dollar sur le marché de Chicago la semaine dernière, passant de 6 à 7 dollars, sur l'échéance rapprochée (ancienne récolte).

Compte tenu de la publication lundi prochain d'un rapport mensuel du ministère américain de l'Agriculture sur la production mondiale de céréales, des prises de bénéfices pourraient intervenir ces prochains jours et peser sur les cours, selon M. Le Molgat. Il n'envisage pas toutefois une baisse durable des cours dans l'immédiat, notamment pour le blé tendre, tant qu'il n'y aura pas de précipitations significatives sur les cultures, que ce soit aux Etats-Unis ou en Europe. Le Conseil international des céréales (CIC) a publié récemment un indice des prix céréaliers et oléagineux "au plus haut sur huit ans", affichant un gain de 8% comparé à mars, a rapporté le cabinet Inter-Courtagé dans une note publiée lundi.

En cause, "les inquiétudes météorologiques et des prévisions d'offre abaissées ont provoqué de nets raffermissements des cours à l'exportation en maïs, blé, soja et orge", selon son rapport mensuel.

"Cette situation tendue vient notamment des stocks mondiaux, au plus bas sur cinq ans", a précisé Inter-Courtagé. A midi sur Euronext, la tonne de blé tendre progressait de 3,25 euros sur l'échéance de septembre à 222,50 euros et de trois euros sur l'échéance de décembre à 221,75 euros, pour environ 14.600 lots échangés. La tonne de maïs, elle, progressait de 4,75 euros sur l'échéance de juin à 246 euros, et de 4,50 euros sur l'échéance d'août à 235,50 euros, pour environ 1.100 lots échangés.

ROYAUME-UNI - INDE
Négociation d'un accord de libre-échange dès l'automne, selon Londres

Le Royaume-Uni et l'Inde commenceront à négocier un accord de libre-échange cet automne, a indiqué mardi la ministre britannique du Commerce international Liz Truss, au lendemain de l'annonce d'un nouveau partenariat commercial et d'investissement entre les deux pays, notamment en matière de vaccins. Selon Downing Street, le Premier ministre britannique Boris Johnson et son homologue indien Narendra Modi vont, lors d'une réunion virtuelle mardi, approfondir la coopération entre les deux pays, alors que Londres est en quête de nouveaux accords commerciaux après sa sortie effective de l'Union européenne le 1er janvier. "Nous démarrerons les négociations sur un accord de libre-échange complet cet automne", a déclaré Liz Truss sur la chaîne Sky News, disant vouloir aboutir "dès que possible".

D'ici là, elle a vanté le partenariat d'un montant d'un milliard de livres (1,15 milliard d'euros) conclu entre les deux pays et qui bénéficiera, selon elle, à chacun d'eux. D'après le gouvernement britannique, cet accord doit permettre la création de plus de 6.500 emplois au Royaume-Uni et comprend un nouvel investissement indien de 533 millions de livres.

Sur cette somme, 240 millions seront investis par le Serum Institute of India, l'un des fabricants du vaccin AstraZeneca, pour soutenir essais cliniques, recherche et développement et possiblement aussi la production de vaccins. Le commerce entre l'Inde et l'ancienne puissance coloniale britannique représente 23 milliards de livres sterling par an, et Liz Truss a dit avoir l'espoir de pouvoir doubler ce montant d'ici à 2030. Avec près de 1,4 milliard d'habitants, l'Inde représente l'un des marchés prioritaires du Royaume-Uni post-Brexit, tourné vers la région Asie-Pacifique, à forte croissance.

APS

ARABIE SAOUDITE

Le bénéfice net d'Aramco en hausse de 30% au 1^{er} trimestre 2021

Le groupe pétrolier Saudi Aramco a enregistré un bond de 30% de son bénéfice net au premier trimestre 2021, par rapport à la même période de l'année précédente, grâce notamment au rebond des cours du pétrole, a-t-il annoncé mardi.

"Le résultat net d'Aramco a atteint 21,7 milliards de dollars au premier trimestre, soit une hausse de 30% par rapport aux 16,7 milliards réalisés au premier trimestre 2020", a précisé le groupe dans un communiqué.

Le géant saoudien a expliqué ce bond par "un marché du pétrole plus solide et par des marges supérieures dans le raffinage et la chimie, éléments qui ont compensé en partie une production inférieure".

Les cours du pétrole ont progressé ces derniers mois grâce à l'allègement des

restrictions liées à la pandémie de coronavirus et aux campagnes de vaccination, qui ont entraîné une relance de l'activité et de l'économie dans le monde: le baril de Brent de la mer du Nord a atteint en moyenne 61,1 dollars au cours du trimestre, contre 50,1 dollars un an auparavant et 44,2 dollars au quatrième trimestre de 2020. Une situation dont les groupes pétroliers comme ExxonMobil, Chevron, Eni, BP, Shell ou encore Total ont profité au vu de leurs résultats publiés récemment. "Le contexte de reprise économique mondiale a permis de renforcer les marchés de l'énergie et la flexibilité opérationnelle d'Aramco, son agilité financière et la résilience de nos employés ont contribué à une bonne performance au premier trimestre", a relevé Amin Nasser, PDG d'Aramco, cité dans le

communiqué.

L'Arabie saoudite cherche à capitaliser sur ses atouts dans le domaine de l'énergie pour générer des fonds, afin de financer ses ambitieux projets de diversification destinés à réduire la dépendance du pays envers les revenus pétroliers.

Aramco a annoncé en avril avoir vendu pour 12,4 milliards de dollars une participation minoritaire dans une entreprise de pipelines à la firme américaine EIG Global Energy Partners.

Par ailleurs, le groupe a cédé en Bourse en décembre 2019 une partie de son capital, récoltant 29,4 milliards de dollars. Le prince héritier Mohammed ben Salmane a indiqué fin avril que Ryad avait entamé des discussions avec une firme étrangère afin de lui vendre 1% du capital d'Aramco.

ETATS-UNIS

Les Etats-Unis pourraient voir en 2021 leur plus forte croissance en 40 ans

Le produit intérieur brut des Etats-Unis pourrait enregistrer une croissance de 7% en 2021, son rythme le plus rapide depuis le début des années 1980, a prévenu lundi le président de la Fed de New York, John Williams.

"Avec des conditions financières accommodantes, un soutien budgétaire solide et les vaccinations, je pense que le taux de croissance économique de cette année sera le plus rapide que nous ayons connu depuis le début des années 80", a-t-il déclaré lors d'un discours par visio-confé-

rence. Ajustée de l'inflation, la croissance du PIB devrait, selon lui, tourner autour de 7%. Le produit intérieur brut a enregistré au premier trimestre une hausse de 6,4% en rythme annualisé, mesure qui permet de projeter la croissance annuelle si le rythme se maintient. Or, celui-ci devrait s'accroître au deuxième trimestre. Par ailleurs, alors que certaines craintes persistent quant à une trop forte hausse des prix, le président de l'antenne new yorkaise de la Banque centrale a également jugé "important de ne pas sur-

réagir à (la) volatilité des prix résultant des circonstances uniques de la pandémie".

L'inflation sur un an a atteint 2,3% en mars, selon l'indice PCE, dépassant l'objectif de 2% de la Banque centrale américaine. Mais pour John Williams, il vaut mieux "rester concentrés sur la tendance" de la courbe des prix.

Or, celle-ci ne devrait pas continuer trop longtemps à grimper ainsi: "Je m'attends à ce qu'une fois que les investissements de prix (qui repartent à la hausse après la baisse du début de la pandémie, NDLR)

et les déséquilibres à court terme dus à la réouverture de l'économie se seront produits, l'inflation reviendra à environ 2% l'année prochaine", a-t-il souligné. Pour autant, il a rappelé que l'économie a encore "un long chemin à faire avant d'atteindre une reprise économique complète et solide".

"N'oublions pas qu'il y a environ 8,5 millions d'emplois de moins aujourd'hui qu'avant la pandémie", a-t-il relevé. Les chiffres de l'emploi en avril seront publiés vendredi, et un million de créations d'emplois sont attendues.

ASEAN - CHINE - JAPON - CORÉE DU SUD

L'ASEAN+3 s'engagent à approfondir la coopération financière

Les Etats membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), plus la Chine, le Japon et la Corée du Sud, se sont engagés à renforcer leur coopération financière pour réaliser une croissance économique résiliente, inclusive et durable malgré la pandémie de COVID-19. Cette promesse a été formulée lors de la 24e Réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales de l'ASEAN+3, qui s'est tenue lundi en ligne au sultanat de Brunei Darussalam. Les coprésidents de la réunion étaient Haji Ahmadin, vice-ministre brunéien des Finances et de l'Economie, Hajah Rokiah,

directrice générale de l'Autorité monétaire de Brunei Darussalam, Hong Nam-ki, vice-Premier ministre et ministre sud-coréen de l'Economie et des Finances, et Lee Ju-yeol, gouverneur de la Banque de Corée. Au cours de la session de Dialogue sur l'étude des politiques économiques, les ministres et gouverneurs, aux côtés de la Banque asiatique de développement, du Fonds monétaire international, du Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (AMRO) et du Secrétariat de l'ASEAN, ont notamment souligné que la mobilisation des technologies, des capitaux privés pour les infrastructures et des finance-

ments verts, ainsi que l'amélioration du capital humain, sont des étapes essentielles pour obtenir une croissance économique résiliente, inclusive et durable post-COVID-19. Concernant la coopération financière de l'ASEAN+3, les ministres et gouverneurs ont salué la collaboration actuelle, y compris via la Multilatéralisation de l'initiative de Chiang Mai (CMIM) en faveur de l'autonomie régionale, l'AMRO, l'Initiative des marchés obligataires asiatiques (ABMI) pour faciliter les transactions transfrontalières, ainsi que les Orientations stratégiques du processus financier de l'ASEAN+3.

CHLEF

Formation dans le ramendage des filets de pêche au profit de femmes au foyer

Une formation dans le ramendage des filets de pêche, a été lancée au profit d'une quarantaine de femmes au foyer au niveau du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) de Sidi Okacha (50 km au nord de Chlef), a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels.

"Le CFPA de Sidi Okacha a lancé la formation du premier groupe de femmes, spécialisé dans le ramendage des filets de pêche, dans le cadre d'une convention signée avec la direction de la pêche et des ressources halieutiques et la Chambre de la pêche", a indiqué, à l'APS, le chef du service de formation continue et du partenariat, Abdelkader Benhassane.

Cette initiative, première du genre, est inscrite au titre des efforts d'encouragement de la femme au foyer à "contribuer à la production et à la création de postes d'emploi" et de "préservation de ce métier où il est enregistré un recul de la main d'oeuvre qualifiée", a-t-il fait savoir.

Les stagiaires concernées par cette formation d'une durée de trois mois, se verront inculquer les techniques de ramendage et montage des filets de pêche, par un enseignant spécialisé et un marin professionnel, avant de suivre un stage au niveau de la Chambre de pêche, dans la spécialité de marin qualifié, considérant que les professionnels de ce métier, sont qualifiés pour exercer cette activité (ramendage de filets de pêche) en mer et pas seulement chez eux, ou au niveau de leurs ateliers, a expliqué M. Benhassane.

Par ailleurs et afin de garantir la pérennité de la ressource halieutique et de préserver la réserve piscicole, des inspecteurs de la pêche et de l'aquaculture à Chlef effectuent des opérations de contrôle et de sensibilisation concernant le matériel de pêche interdit d'importation, de fabrication, de possession et de vente aux patrons des bateaux et aux armateurs, notamment concernant les filets de pêche non conformes à la réglementation, dont les "chaluts pélagiques" et les "chaluts de fonds", dont la maille étirée est inférieure à 20 millimètres.

MOSTAGANEM

Décès d'une fillette suite à une intoxication alimentaire

Une fillette âgée de 9 ans a trouvé la mort suite à une intoxication alimentaire au domicile familial situé dans la ville de Mostaganem, a-t-on appris lundi du directeur de wilaya de la santé et de la population, Khelil Mohamed Toufik.

Le service des urgences médico chirurgicales de l'établissement hospitalier Ernesto Che Guevara de Mostaganem a accueilli, la nuit du samedi, trois membres d'une même famille (les parents et la fillette) souffrant de douleurs abdominales qui ont été placés sous surveillance médicale pendant deux heures avant de quitter l'hôpital une fois que leur état s'est amélioré, a-t-on indiqué.

Ce service a accueilli une nouvelle fois le dimanche suivant la même famille (le père et la mère) accompagnés d'un autre enfant âgé de 3 ans présentant les mêmes symptômes avant que le père ne déclare le décès de sa fille dans son domicile suite à une intoxication alimentaire, a-t-on ajouté.

Aussitôt, une enquête épidémiologique a été ouverte dans le domicile familial pour le prélèvement d'échantillons de différents plats pris par les membres de cette famille et les inspections préliminaires ont révélé un manque de moyens pour conserver les produits alimentaires dans la maison, a fait savoir M. Khellil.

En attendant les résultats des échantillons prélevés envoyés au laboratoire, les trois cas ont passé des analyses nécessaires et ont été pris en charge au niveau de l'hôpital. Leur état est stable.

Pour leur part, les services de sûreté compétents ont ouvert une enquête sur les causes et les circonstances du décès de la fillette.

INTEMPÉRIES

5 morts à Médéa et à M'sila durant les dernières 24 heures

Cinq personnes sont décédées durant les dernières 24 heures à Médéa et M'sila suite à des intempéries et des pluies qui ont touché plusieurs wilayas du pays, a indiqué mardi un communiqué de la protection civile.

Le dernier bilan des intempéries durant les dernières 24 heures fait état de 5 morts, dont 4 emportés par les eaux de pluie à Beni-Slimane (Médéa).

Il s'agit d'un homme de 52 ans qui a été repêché à la cité du 1 novembre 1954, une fille de treize (13) ans repêchée au centre des sourds-muets, un inconnu de 35 ans repêché à Oued Zarouatia et un autre homme de 55 ans repêché dans la même localité.

A Oued El-Maleh, les éléments de la protection civile sont intervenus pour secourir deux (02) filles qui se sont trouvées coincées au bord de l'Oued (les deux filles sont en bonne santé).

Au niveau de la commune de Sidi-Naamane, la route nationale RN18 a été coupée à la circulation à cause de la crue des eaux de l'Oued El Maleh.

A la commune d'El Guelb El Kbir, 13 têtes ovines ont périées suite à l'effondrement du plafond d'une écurie à Douar Ouled Hadj. A la commune d'El-Azizia, la RN 08 a été coupée à la circulation à cause de la montée des eaux de pluie à la localité Mouzoubia, tandis qu'à la commune de Beni Slimane, les eaux de pluies ont été pompées au centre ville. L'opération est en cours et aucun dommage n'a été enregistré.

A la commune de Beni Slimane, des effondrements partiels de murs de l'école des sourds-muets et de l'hôpital local ont été enregistrés, outre 116 véhi-



cules touristiques, 15 camions et 2 ambulances endommagés en raison des inondations. A M'sila, le corps sans vie d'une fille a été repêché à l'Oued Magra au lieu dit village Lahdjel (commune de la commune de Magra), lequel a été transféré à la morgue de l'hôpital local.

Au niveau de la wilaya d'Oum El Bouaghi, précisément à la commune Ksar Sbahi, des interventions ont été enregistrées pour le pompage des eaux au niveau des quartiers, sans déplorer de pertes, a précisé la source, ajoutant qu'au niveau de la commune Ain Khadra, une personne coincée à l'inté-

rieur de son véhicule a été secourue, tandis qu'au niveau de la commune Souamaâ, des interventions pour le pompage d'eau de pluies ont eu lieu au niveau du collège "Chahid Khebrani Ziane" et des logements de fonctions à l'intérieur du collège.

Aucune perte n'a été déplorée. A la wilaya de Tissemsilt, les agents de la Protection civile sont intervenus pour le pompage des eaux de pluies aux villages Douar Ouled Aïcha, Douar El Abayes et Douar El Houabi.

Aucune perte n'a été enregistrée, conclut le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE - SENSIBILISATION

Le code de la route découle de la législation musulmane et doit être respecté pour réduire les pertes en vies humaines (ministre)

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmahdi, a affirmé, lundi à Alger, que le code de la route découle de la législation musulmane (Chariaâ), d'où l'impératif pour les usagers de la route de s'y conformer pour réduire les pertes en vies humaines enregistrées quotidiennement sur les routes.

Supervisant l'ouverture d'une conférence scientifique intitulée "Violence routière durant le mois sacré: causes et solutions" à Dar El Imam à El Mouhamadia, organisée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, représenté par la Délégation nationale de sécurité routière, M. Belmahdi a déclaré que "le code de la route découle de la législation musulmane (chariaâ), d'où l'impératif pour les usagers de la route de s'y conformer pour réduire les pertes en vies humaines enregistrées quotidiennement sur les routes".

Pour le ministre, le nombre des victimes des accidents de la route est "effrayant", et les accidents "sont souvent le résultat d'attitudes irréfléchies, de fatigues au volant et de manque de sens de la responsabilité", rappelant le communiqué de la commission ministérielle de la Fatwa qui fait obligation aux conducteurs de respecter le code de la route et de veiller au bon usage des routes.

C'est là une obligation à laquelle tout un chacun doit



se soumettre. Le même responsable a évoqué le rôle des imams et du prêche religieux dans la sensibilisation aux dangers des accidents de la route et aux pertes qui en résultent, indiquant que les mosquées avaient toujours ouvert leurs portes aux services de sécurité pour organiser des campagnes de sensibilisation au profit des citoyens à cet égard, ajoutant que la suspension de ses activités dans les mosquées en raison de la pandémie de Coronavirus ouvre la voie aux prêches des imams pour veiller à sensibiliser les fidèles quant à l'importance de cette question.

M. Belmahdi a également appelé les centres culturels musulmans à s'ériger en espace susceptible d'accueillir toutes les activités de sensibilisation à même de contribuer à endiguer les accidents de la route, dont la survenue augmente généralement durant le mois de Ramadhan

en raison du changement du mode de vie. Le ministre a souligné que le changement enregistré chez le musulman pendant le mois sacré doit s'accompagner d'un changement dans son comportement quotidien à tous les égards, y compris les comportements liés à l'usage de la route, appelant dans le même contexte à la nécessité de faire don de son sang pour remédier à certaines séquelles dues aux accidents de la circulation. Mettant en avant la participation de la Mosquée aux différentes initiatives de sensibilisation contre les risques d'accidents de la route, il a assuré que le protocole sanitaire était respecté dans les campagnes de don de sang organisées devant les mosquées.

De son côté, la directrice générale de l'Agence nationale du sang (ANS), Linda Ould Kablia, a fait savoir que le don de sang avait reculé de 13% en 2020 par rapport à

2019 en raison de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19, soulignant que le ministère des Affaires religieuses, à travers les mosquées de la République, était "un partenaire incontournable de l'ANS dans la sensibilisation des citoyens à l'importance du don de sang".

Pour sa part, le responsable de la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR), Ahmed Naït El Hocine, a rappelé que "les accidents de la route font, tous les ans, plus de 3.000 morts et des dizaines de milliers de blessés", précisant que le facteur humain était à l'origine de la plupart de ces accidents.

20% des accidents de la route enregistrés en Algérie sont causés par l'excès de vitesse et 14% par le manque de concentration des conducteurs, a-t-il détaillé, ajoutant que 40% de ces accidents étaient causés par des jeunes âgés entre 18 et 29 ans.

Pour le Délégué national à la sécurité routière, l'organisation de telles rencontres vise à sensibiliser les citoyens, notamment les conducteurs, au nécessaire respect du code de la route pour sauver des vies.

Soutenant que la sensibilisation était l'affaire de tous, M. Naït El Hocine a précisé que le ministère des Affaires religieuses, à travers les mosquées, était un important partenaire dans les efforts de sensibilisation contre les risques d'accidents de la route.

MEXIQUE

Accident de métro à Mexico: 23 morts et 70 blessés

Au moins 23 personnes ont été tuées dans la nuit de lundi à mardi et des dizaines d'autres blessées à Mexico suite à l'effondrement d'un pont du métro aérien qui a fait plonger une rame dans le vide, ont annoncé les autorités locales.

"Nous déplorons à ce stade vingt-trois morts, dont un qui est décédé à l'hôpital", a déclaré à la presse la maire de Mexico, Claudia Sheinbaum, arrivée sur les lieux.

L'accident, qui s'est produit vers 22h00 heure locale (03:00 GMT) près de la station Olivos, sur la ligne 12 du métro qui traverse le sud de la capitale, a fait près de 70 blessés, a précisé Mme Sheinbaum.

Un précédent bilan fait état de 20 morts.

Des dizaines de pompiers et de sauveteurs s'activaient à dégager les blessés et les corps des passagers incarcérés dans un amas de métal, de gravats, de câbles et de rails déformés.

D'autres s'employaient à éloigner les curieux en raison des risques d'effondrement d'autres sections de la structure



apparemment fragilisée. Tout le secteur a été bouclé par la police et par l'armée qui a dressé un périmètre de sécurité. "Éloignez-vous", appelaient des policiers armés de porte-voix à l'adresse de la foule et des jour-

nalistes, tenus à une centaine de mètres de distance du lieu de l'accident.

Des grues sont entrées en action pour soulever les blocs de béton et de métal et dégager ainsi d'éventuels survivants.

"Soudain, j'ai vu la structure qui se brisait", a raconté un témoin à la chaîne de télévision mexicaine Televisa. "Moins d'une minute plus tard, tout est tombé et un nuage de poussière s'est formé", a-t-il ajouté.

"Lorsque la poussière s'est dissipée, j'ai essayé de voir ce que je pouvais faire pour aider. Le silence était terrible.

Deux personnes ont été sorties des décombres.

Les autres sont encore enfouies", a-t-il dit. La rame de métro, une des plus récentes du réseau, s'est littéralement brisée en deux dans la chute du pont en béton, selon des médias.

Des pans entiers du pont jonchaient la route au dessus duquel la structure était suspendue avant de s'effondrer pour des raisons encore inconnues.

AFGHANISTAN

Des inondations font 14 morts à Hérat

Les autorités afghanes ont annoncé, mardi, la mort de 14 personnes suite à des inondations ayant ravagé l'Etat de Hérat dans l'ouest du pays.

Le porte-parole de l'Etat, Jilani Farhad, a déclaré, dans une déclaration à la presse, que des inondations avaient

touché le district d'Adrankan dans l'Etat de Hérat, en raison de fortes pluies.

Il a souligné que 14 personnes sont décédées, en plus de la mort de plusieurs animaux.

Ferhad a ajouté que les inondations avaient également atteint le district

d'Oba, indiquant qu'aucune information sur le fait qu'il y avait eu ou non des victimes, ne leur est parvenue, jusqu'à l'heure actuelle.

Les opérations de recherche et de sauvetage se poursuivent dans les zones touchées.

BRÉSIL

Deux jeunes noirs tués sauvagement pour un vol de viande

La police brésilienne a ouvert une enquête sur la torture, puis l'assassinat de deux jeunes hommes noirs qui auraient été livrés à des narcotrafiquants par des vigiles de supermarché après avoir volé de la viande, à Salvador de Bahia (nord-est).

Bruno et Yan Barros, 29 et 19 ans, un homme et son neveu, auraient été tués "à cause d'un vol présumé d'aliments.

Selon leur famille, des vigiles les ont livrés à des narcotrafiquants", a expliqué la

Secrétariat aux Droits de l'Homme de l'Etat de Bahia dans un communiqué. Selon des témoignages de proches des victimes auprès de médias locaux, l'oncle aurait envoyé des messages à une amie pour lui demander de lui emprunter 700 réais (environ 107 euros) pour rembourser les paquets de viande qu'il aurait volé et éviter que les vigiles ne les livrent à des narcotrafiquants. Leurs corps ont été retrouvés dans un autre quartier de Salvador, avec des marques de torture et des blessures par balle. La police a expliqué dans un communiqué que les images des caméras de surveillance étaient "en cours d'analyse" et que des "employés du supermarché, des proches des victimes et d'autres témoins" avaient été entendus. Mais la version de la famille selon laquelle les jeunes hommes avaient été remis à des narcotrafiquants par les vigiles n'a pas encore été confirmée par les enquêteurs. Le groupe de supermarchés Atakadao Atakarejo a assuré "son entière

coopération dans le cadre de l'enquête policière" et a exprimé sa solidarité envers les victimes. Les médias rappelaient un cas de violence contre un jeune noir de la part de vigiles de supermarché qui avait suscité beaucoup d'émotion au Brésil. Joao Alberto Silveira Freitas avait été tabassé à mort par deux agents de sécurité blancs dans le parking d'un supermarché Carrefour de Porto Alegre (sud), la veille de la Journée de la conscience noire, en novembre 2020.

La chasse légale et encadrée d'espèces emblématiques permise par le cadre réglementaire continuera d'être autorisée", a souligné le ministre. L'intention est de s'assurer que les touristes intéressés par "la chasse authentique aux animaux sauvages" ne vont "pas chasser des animaux qui ont été sortis d'une cage", a-t-elle expliqué. L'ONG internationale World Animal Protection a salué une décision "courageuse". "C'est une victoire pour la faune sauvage", qui va permettre que "les lions restent dans le milieu auquel ils appartiennent: la nature", a estimé Edith Kabesime, chargée de campagne Afrique de l'ONG. La commission a également recommandé la suppression progressive de l'élevage en captivité des rhinocéros, et d'étudier les options sur la future utilisation des stocks de cornes de rhinocéros, dont le commerce fait l'objet d'un moratoire depuis 1977.

La corne de rhinocéros est précieuse en Asie pour ses prétendus vertus thérapeutiques, et le braconnage décime l'espèce. L'Afrique du Sud abrite environ 80% de la population mondiale des rhinocéros et plus de 300 éleveurs de rhinocéros. Vice-président de l'Association des chasseurs professionnels d'Afrique du Sud et membre d'une association des propriétaires de rhinocéros, Barry York a estimé que ces recommandations n'aideraient pas à sauver les animaux, mais "mènent à la destruction et l'éradication de nos espèces", à leur "extinction".

IRAN

Décès d'une diplomate suisse à Téhéran après une chute d'un immeuble

La police iranienne a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête sur les circonstances du décès d'une diplomate suisse suite à une chute d'un immeuble du nord de Téhéran.

"Les unités spécialisées de la police sont en train d'examiner l'affaire" de la mort de cette "Suisse de 52 ans employée par l'ambassade de Suisse" à Téhéran, écrit la police iranienne dans un bref message publié sur son site internet. Dans des déclarations

transmises à la presse, Mojtaba Khalédi, porte-parole du service des secours, le corps de cette "fonctionnaire de l'ambassade" a été retrouvé dans la matinée qu'elle soit "tombée d'une tour (d'habitation) de Kamranieh", quartier du nord de la capitale. M. Khalédi a précisé que la diplomate était tombée du 17^e étage de l'immeuble où elle habitait, selon des médias qui ont ajouté que le ministère suisse des Affaires étrangères a confirmé "qu'une personne employée par

l'ambassade de Suisse à Téhéran (était) morte accidentellement mardi" et que l'ambassade était en contact à ce sujet "avec les autorités locales".

"Pour des raisons de protection de la vie privée et des données", le ministère indique qu'il "ne peut fournir davantage d'information". Depuis la rupture des relations diplomatiques entre l'Iran et les Etats-Unis en 1980, la Suisse représente les intérêts américains en Iran.

FRANCE

Une baleine grise égarée observée pour la première fois en Méditerranée

Une baleine grise égarée loin du Pacifique, a été observée pour la première fois ces derniers jours le long des côtes de la Méditerranée française, a indiqué dimanche le Réseau national échouages de mammifères marins.

Il s'agit d'un baleineau âgé d'une quinzaine de mois environ et mesurant 8 mètres, qui avait déjà été observé début mars et en Italie ces dernières semaines, à Naples, puis Rome et Gênes. Selon toute vraisemblance, il s'est égaré en Méditerranée, une mer dont il

tente de ressortir pour regagner son habitat naturel situé dans le Pacifique nord.

"Un spécimen avait déjà été observé en 2010 en Méditerranée, à deux reprises, mais en Espagne, c'est une première pour nos côtes françaises", a indiqué Adrien Gannier, vétérinaire et membre de ce réseau, qui a lui-même observé cette jeune baleine vendredi au large de Bormes-les-Mimosas (sud-est de la France). La présence de cette espèce de baleine dans de telles eaux est tout à fait inhabituelle car sa population vit en grande majorité

entre la Basse-Californie l'hiver et l'Alaska l'été. "Il est possible que cette baleine, née en Californie, se soit perdue en mer de Beaufort lors de sa première saison de nourrissage et qu'au lieu de redescendre vers le Pacifique, elle ait emprunté l'Atlantique avant de se retrouver piégée en Méditerranée", explique Adrien Gannier, qui fait également partie du Groupe de recherches sur le cétacé (Grec), une association basée à Antibes.

Observée d'abord à Antibes puis à Mandelieu-La Napoule jeudi, dans les Alpes-

AFRIQUE DU SUD

Interdiction de l'élevage de lions en captivité pour la chasse

L'Afrique du Sud a annoncé dimanche son intention d'interdire l'élevage de lions en captivité, que ce soit aux fins de chasse ou pour permettre aux touristes de caresser des lionceaux, afin de promouvoir une image plus "authentique" du pays.

Cette décision a été prise conformément aux recommandations d'une commission chargée par le gouvernement de se pencher sur les règles encadrant la chasse, le commerce et la captivité des lions, éléphants, rhinocéros et léopards.

La commission dit que "nous devons cesser et faire marche arrière sur la domestication et l'élevage en captivité des lions", a indiqué la ministre sud-africaine de l'Environnement Barbara Creecy lors d'une conférence de presse.

"Nous ne voulons plus d'élevage en captivité, de chasse (d'animaux élevés) en captivité, de cailnerie (de lionceaux) en captivité, d'utilisation de lions en captivité", a poursuivi la ministre, précisant que la commission demandait que la mesure soit "prise immédiatement pour faire cesser les interactions entre les touristes et les lions en captivité". La décision, qui doit encore être traduite dans une loi, va probablement susciter l'opposition du très lucratif secteur de l'élevage des lions.

En Afrique du Sud, de 8.000 à 12.000 lions sont élevés dans quelque 350 fermes pour la chasse en enclos, le commerce des os, le tourisme ou les recherches scientifiques, selon les estimations d'associations.

Quelque 3.500 lions seulement vivent à l'état sauvage dans le pays, selon l'ONG Endangered Wildlife Trust, basée en Afrique du Sud. La chasse de lions élevés en captivité est depuis longtemps un sujet controversé en Afrique du Sud et des campagnes pour interdire l'importation des trophées de lions élevés en captivité ont recueilli ces dernières années un soutien croissant aux Etats-Unis, en Australie et dans plusieurs pays d'Europe.

"La chasse légale et encadrée d'espèces emblématiques permise par le cadre réglementaire continuera d'être autorisée", a souligné le ministre. L'intention est de s'assurer que les touristes intéressés par "la chasse authentique aux animaux sauvages" ne vont "pas chasser des animaux qui ont été sortis d'une cage", a-t-elle expliqué. L'ONG internationale World Animal Protection a salué une décision "courageuse". "C'est une victoire pour la faune sauvage", qui va permettre que "les lions restent dans le milieu auquel ils appartiennent: la nature", a estimé Edith Kabesime, chargée de campagne Afrique de l'ONG. La commission a également recommandé la suppression progressive de l'élevage en captivité des rhinocéros, et d'étudier les options sur la future utilisation des stocks de cornes de rhinocéros, dont le commerce fait l'objet d'un moratoire depuis 1977.

La corne de rhinocéros est précieuse en Asie pour ses prétendus vertus thérapeutiques, et le braconnage décime l'espèce.

L'Afrique du Sud abrite environ 80% de la population mondiale des rhinocéros et plus de 300 éleveurs de rhinocéros.

Vice-président de l'Association des chasseurs professionnels d'Afrique du Sud et membre d'une association des propriétaires de rhinocéros, Barry York a estimé que ces recommandations n'aideraient pas à sauver les animaux, mais "mènent à la destruction et l'éradication de nos espèces", à leur "extinction".

Maritimes, elle avait ensuite été vue dans le port de Bormes-les-Mimosas vendredi, d'où les autorités portuaires ont réussi à la faire repartir vers le large.

"Nous l'avons alors accompagnée dans son trajet vers l'ouest et laissée à une mille nautique du cap Bénat", raconte Adrien Gannier, qui espère que le baleineau va continuer sa route vers le golfe du Lion puis les côtes espagnoles avant de ressortir de la Méditerranée à Gibraltar et remonter ensuite l'Atlantique.

ORAN

Ouverture d'une unité d'urgences médicales au niveau de l'hôpital de Haï Nedjma

L'hôpital implanté à Haï Nedjma, jusque là dédié à la prise en charge des malades atteints de la covid19 de la wilaya d'Oran, vient d'ouvrir une unité des urgences médicales pour les non-covid, indique lundi un communiqué de l'EHU d'Oran, gestionnaire de cet établissement.

Cette nouvelle unité opérationnelle depuis le 1er mai en cours, dispose d'une sous-unité de soins intensifs avec 8 lits, de deux salles de décharge, de trois boîtes de consultation ainsi qu'une salle de soins, indique-t-on de même source.

L'ouverture de cette unité vient pour répondre aux besoins en soins urgents des citoyens de la commune de Sidi Chahmi et leur éviter de se déplacer les autres structures sanitaires de la wilaya d'Oran, a-t-on encore noté.

Une dizaine de médecins généralistes et une autre dizaine de paramédicaux assurent l'encadrement des urgences médicales au niveau de cette unité, précise le communiqué, soulignant que cette structure ne prend en charge que les urgences médicales, les urgences chirurgicales n'étant pas incluses.

Pour éviter tout contact entre les malades covid19 et les malades non-covid, deux accés indépendants ont été dédiés aux uns et aux autres, a-t-on encore relevé.

INTOXICATION ALIMENTAIRE À MILA Le bilan s'alourdit à plus de 150 cas

Le nombre des cas d'intoxication alimentaire suite à la consommation de pâtisseries et de gâteaux achetés d'une pâtisserie-confiserie dans la ville de Mila, s'est alourdi à plus de 150 cas, a-t-on appris dans la nuit de lundi à mardi de la directrice de la santé et de la population de la wilaya, Mme Samira Dekari.

Dans une déclaration à l'APS à l'Etablissement public hospitalier "Frères Meghlaoui" dans la ville de Mila où elle supervisait en compagnie des responsables de l'Etablissement, la prise en charge des personnes intoxiquées, la même responsable a précisé que les victimes, originaires des communes de Mila, Grarem Gougua et Sidi Mérouane, ont acheté des pâtisseries et des gâteaux auprès d'une pâtisserie-confiserie sise au centre-ville de Mila, leur causant une intoxication collective.

Soulignant que le nombre de ces cas d'intoxication a pris "une courbe ascendante" et affecté les deux sexes de différentes âges, Mme Dekari a indiqué que la majorité des cas avaient été pris en charge et ont pu regagner leurs domiciles, tandis que deux autres cas sont toujours hospitalisés, en raison de leur état de santé préoccupant et 20 autres mis sous observation médicale au niveau du même hôpital et de celui de Tobal dans la ville de Mila à l'effet de s'assurer de l'amélioration de leur état avant de les laisser partir chez eux.

L'accueil des cas suspects d'intoxication alimentaire se poursuit, selon Mme Dekari, affirmant la mobilisation de toutes les conditions matérielles et humaines pour la prise en charge des malades.

Dès l'enregistrement du premier cas d'intoxication, une brigade mixte regroupant les services de la santé et du commerce a été dépêchée à la pâtisserie-confiserie pour prendre des échantillons à l'effet de les analyser en laboratoires.

En attendant les résultats de ces analyses prévus mardi, il a été décidé de la fermeture du local comme mesure préliminaire.

Le wali de Mila, Abdelouahab Moulay avait effectué dans la nuit de lundi à mardi, une visite d'inspection aux personnes intoxiquées hospitalisées à l'hôpital les frères Meghlaoui, où il a instruit les responsables d'assurer une bonne prise en charge des malades, affirmant que toutes les mesures juridiques ont été prises à l'encontre du responsable de cet incident.

Les urgences de l'hôpital Meghlaoui avaient reçu lundi plus de 20 cas d'intoxication qui avaient consommé de la pâtisserie, a-t-on appris auprès du directeur de cet établissement, Zakaria Assala.

BILAN CORONAVIRUS

282 nouveaux cas, 159 guérisons et 9 décès

Deux cent quatre-vingt-deux (282) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 159 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mardi un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 122.999 dont les 282 nouveaux cas, celui des décès à 3.289 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 85.693 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 26 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 22 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24

heures, 17 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 9 wilayas ont recensé plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



CORONAVIRUS

37 nouveaux cas du variant britannique et 06 cas du variant indien détectés en Algérie (Institut Pasteur)

Un total de 37 nouveaux cas du variant britannique de coronavirus et 06 cas du variant indien ont été détectés dimanche en Algérie par l'Institut Pasteur.

"Dans le cadre des activités de séquençage relatives à la surveillance des variants du virus SARS-CoV-2, menées par l'Institut Pasteur d'Algérie sur les prélèvements reçus des différents wilayas du pays, il a été procédé ce jour 3 mai 2021, à la détection de 37 nouveaux cas du variant britannique (B.1.1.7)", indique l'Institut Pasteur d'Algérie dans un communiqué.

Selon la même source, ces nouveaux cas du variant britannique sont répartis comme suit : 23 cas de la wilaya d'Alger, 05 cas de la wilaya de Blida, 03 cas de la wilaya de Bejaia, 01 cas de la wilaya de Constantine, 01 cas de la wilaya de Médéa, 01 cas



de la wilaya de Mila, et 03 cas de la wilaya de M'sila.

"Le nombre total de cas confirmés du variant britannique, depuis le 25 février 2021, s'élève ainsi à 180 cas", précise l'Institut Pasteur.

Six (06) cas du variant indien (B.1.617) ont été, en outre, détectés, pour la première fois, dans la wilaya de Tipasa, ajoute la même

source. La même source relève que ce variant détecté en Algérie "est de sous-type 2 qui comporte des différences par rapport au mutant Hybride circulant actuellement en Inde (Absence de la mutation E484K)".

L'Institut Pasteur rappelle, par la même occasion, que ce variant "est classé par

l'OMS comme +variant à suivre+ après les variants dits +préoccupants+, à savoir les variants britannique, sud-africain et brésilien".

Pour ce qui est du variant nigérian (B.1.525), "aucun nouveau cas n'a été détecté à la date de rédaction de ce communiqué", a fait savoir l'Institut, faisant remarquer que "les recherches sont toujours en cours".

A la lumière de l'apparition de ces différents variants, l'Institut Pasteur invite les citoyens à "observer, de la manière la plus stricte, les règles de base énoncées dans le protocole sanitaire (Port du masque de protection, distanciation physique, lavage fréquent des mains) qui représentent dans ces circonstances, la seule garantie pour freiner la propagation de ce virus et éviter plus de contaminations".

PROJET DU CHU D'OUARGLA M. Benbouzid insiste sur le lancement de l'appel d'offres

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid, a mis l'accent lundi à Ouargla sur la nécessité d'accélérer les procédures afin de lancer l'appel d'offres relatif au projet du centre hospitalo-universitaire (CHU) retenu en faveur de la wilaya.

"Il est nécessaire de lancer l'appel d'offres dans les meilleurs délais pour concrétiser ce projet conformément à un délai de réalisation bien déterminé et des mesures extrêmement strictes", a affirmé le ministre lors de sa visite de l'assiette foncière choisie pour accueillir le projet.

"La réalisation de ce projet doit d'être confiée à une entreprise réalisatrice qualifiée dotée de crédibilité d'expérience et de respect des engagements", a-t-il insisté.

Il s'agit d'un site bien desservi par les services de transport et jouxtant plusieurs infrastructures, notamment la gare multimodale, le pôle universitaire-3, ainsi que les axes routiers menant vers les villes de Touggourt et Ghardaïa, selon les explications fournies à la délégation ministérielle.

Les différentes contraintes constatées au début de l'étude technique sont

déjà réglées par les autorités de la wilaya, ont indiqué des représentants du bureau d'étude concerné par ce projet. Implanté dans le flanc Ouest de la ville d'Ouargla sur une surface de 23,50 hectares et d'une extension de 7,50 hectares, relevant du domaine privé, ce projet est composé de différentes installations médicales modernes et 50 logements d'astreinte, a-t-on ajouté. D'une capacité d'accueil de 400 lits, le CHU d'Ouargla qui disposera de différentes installations, dont des pôles d'hospitalisation, un service des urgences médico-chirurgicales, un bloc pédagogique et des logements d'astreinte, permettra d'assurer les conditions de confort, dans un environnement sain et sécurisé, pour le personnel médical, les malades et leurs accompagnateurs, a-t-on signalé.

Il sera concrétisé conformément à un mode d'architecture répondant aux spécificités oasiennes, culturelles et bioclimatiques de la région, avec l'intégration des énergies renouvelables et la végétalisation des espaces extérieurs, selon sa fiche technique.

Au cours de sa visite, le ministre s'est enquis du fonctionnement de l'hôpital psychiatrique implanté dans

la localité de Lahdeb (commune de Rouissat), tout en étant intensif aux préoccupations soulevées par le personnel, notamment le déficit en enregistré en matière de la capacité d'accueil de cette structure de santé, les médecins spécialistes, les paramédicaux, les agents de sécurité et les moyens de transport.

D'une capacité d'accueil de 120 lits, cet hôpital à vocation régionale, a enregistré 1.605 consultations médicales et plus de 183 cas d'urgence, ainsi que 251 consultations psychiatriques de l'enfant durant le premier trimestre de l'année en cours.

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid, a clôturé sa visite dans la wilaya d'Ouargla par une rencontre avec des cadres de son secteur et représentants de la société civile.

Cette rencontre a été une occasion pour soulever plusieurs préoccupations liées notamment aux difficultés dans l'investissement dans le secteur de la santé, le manque de médecins spécialistes et paramédicaux, entre autres.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Au moins 3.214.644 décès

La pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a fait au moins 3.214.644 décès dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi par des médias à partir de sources officielles mardi.

Plus de 153.403.380 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de lundi, 10.340 nouveaux décès et 682.324 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 3.449 nouveaux morts, le Brésil (983) et l'Argentine (540).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 577.500 décès pour 32.471.116 cas recensés, selon le comptage



de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 408.622 morts et 14.779.529 cas, l'Inde avec 222.408 morts (20.282.833 cas), le Mexique avec 217.345 morts (2.349.900

cas), et le Royaume-Uni avec 127.539 morts (4.421.850 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Hongrie est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 289 décès

pour 100.000 habitants, suivi par la République tchèque (275), la Bosnie (261), le Monténégro (240) et la Macédoine du Nord (238).

L'Europe totalisait mardi à 10H00 GMT 1.076.355 décès pour 50.749.731 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 929.714 décès (29.121.265 cas), les Etats-Unis et le Canada 601.819 décès (33.709.951 cas), l'Asie 354.317 décès (27.308.392 cas), le Moyen-Orient 131.824 décès (7.887.860 cas), l'Afrique 122.556 décès (4.582.649 cas), et l'Océanie 1.059 décès (43.533 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

TUNISIE

Le chef du gouvernement lance une instance chargée de suivre la gestion de la pandémie

Le chef du gouvernement tunisien, Hichem Mechichi, a annoncé lundi soir le lancement d'une instance sous sa tutelle, et dirigée par la présidence du gouvernement, dont les travaux commenceront dès aujourd'hui pour suivre et évaluer le processus de gestion de la pandémie de COVID-19, ont indiqué les services de la présidence du gouvernement.

Selon la même source, M. Mechichi a présidé ce lundi une séance de travail regroupant divers acteurs des structures sanitaires, scientifiques et administratives concernées par la lutte contre la propagation du COVID-19.

En début de la réunion, M. Mechichi a souligné l'importance de développer des mécanismes de suivi, de disposition et de coordination entre les différents comités et structures concernés par cette "bataille" dont le but est d'assurer davantage d'efficacité pour limiter et freiner la propagation de la pandémie dans le pays, qui ne cesse de gagner du terrain. Il s'agit, en particulier, de faire le point de la situation au niveau de la disponibilité des vaccins, l'avancement du processus de vaccination, l'hébergement des patients, l'hospitalisation et la disponibilité de respirateurs et de lits de réanimation.

Selon les services de communication auprès du cabinet du chef du gouvernement tunisien, il s'agit d'un organe consultatif suprême sous tutelle directe de la présidence du gouvernement avec pour principale mission de suivre et évaluer la situation épidémiologique globale, notamment au niveau de la mise à jour de la gouvernance de la gestion de la pandémie et coordonner la fourniture de vaccins provenant de laboratoires étrangers et leur exploitation conformément aux priorités précedemment fixées par le ministère de la Santé.

"La création de cet organe consultatif va de pair avec la volonté de resserrer la coordination entre les différentes parties impliquées dans la lutte contre la propagation de la COVID-19, pour surmonter les nombreuses difficultés qui surgissent lors du traitement de cette crise sanitaire", a souligné M. Mechichi. Ce dernier a appelé, par la même occasion, tous ceux qui sont impliqués dans la "guerre" contre cette épidémie à redoubler d'efforts pour contrôler sa propagation et résister à ses répercussions et à œuvrer pour fournir les capacités et les moyens nécessaires à cet effet.

Les efforts seront bientôt doublés au niveau de l'approvisionnement en vaccins et celui du nombre de bénéficiaires, et un comité au niveau gouvernemental a été chargé de coordonner et de rechercher avec les laboratoires internationaux concernés par la production et l'acquisition du vaccin, afin d'éviter la pénurie dans ce domaine.

DANEMARK - COVID-19

De nouvelles étapes du plan de réouverture

Le Danemark a annoncé mardi de nouvelles étapes du plan de réouverture après des mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19 grâce à une situation épidémiologique sous contrôle.

Outre les cinémas et les théâtres déjà promis à la réouverture, les centres de fitness pourront rouvrir à partir de jeudi, sur présentation d'un "coronapas", passeport sanitaire certifiant d'un test négatif de moins de 72h, d'une vaccination ou d'une guérison récente du Covid-19. Les pubs et restaurants, qui accueillent déjà des clients sur présentation du passeport sanitaire, ne seront plus soumis à réservation obligatoire. Les collégiens pourront également faire leur retour en classe, selon le plan négocié tard dans la nuit au Parlement. A partir du 21 mai, le plan prévoit de relever la jauge des événements en extérieur à 2.000 personnes, le retour des étudiants en présentiel à 50%, et d'autoriser les rassemblements privés jusqu'à 50 personnes à l'intérieur et 100 à l'extérieur.

Pour l'Euro de football, dont quatre matches doivent se jouer à Copenhague, le plan prévoit la présence de quelque 16.000 spectateurs. Soumis à un e jauge de 2.000 spectateurs, le grand festival musical de Roskilde, qui réunit habituellement plus de 130.000 personnes, a annoncé son annulation pour la deuxième année consécutive.

APS

VACCINS

Les Etats-Unis autorisent le vaccin Pfizer pour les enfants âgés de 12 ans et plus

Les Etats-Unis devraient autoriser le vaccin de Pfizer-BioNTech contre le Covid-19 pour les enfants âgés de 12 ans et plus à partir de la semaine prochaine, ont rapporté mardi des médias américains.

Pfizer a demandé une autorisation d'utilisation d'urgence pour son vaccin pour les enfants et adolescents âgés de 12 à 15 ans, selon la chaîne CNN citant un responsable gouvernemental.

"Agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux (Food and

drug administration, FDA) devra modifier sa réglementation sur l'autorisation d'utilisation d'urgence du vaccin, mais le processus devrait être simple", rapporte CNN.

Le vaccin Pfizer est actuellement autorisé pour les personnes âgées de 16 ans et plus aux Etats-Unis.

L'extension de la vaccination aux adolescents pourrait ouvrir la campagne de vaccination américaine à des millions de personnes supplémentaires.

Selon les données officielles, le taux de

vaccination a atteint son pic autour du 11 avril outre-Atlantique, et bien que 55% des adultes aient désormais reçu une ou plusieurs doses, le chemin à parcourir pour atteindre l'immunité collective est encore long. Mais un nouveau défi se pose aujourd'hui: vacciner l'autre moitié, qui hésite encore. Parmi les électeurs républicains, 29% déclarent qu'ils ne se feront jamais vacciner, contre 5% des démocrates et 9% des indépendants, selon une enquête récente de la Kaiser Family Foundation.

Le chef de l'OMS et l'ancien PM britannique appellent à une dérogation à la propriété intellectuelle pour les vaccins anti-COVID-19

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, et l'ancien Premier ministre britannique, Gordon Brown, ont appelé lundi à une dérogation temporaire aux droits de propriété intellectuelle (PI) pour les vaccins contre la COVID-19, car les taux d'infection sont en hausse et de nombreux pays sont confrontés au "problème aigu" de la pénurie de vaccins.

"Si nous devons vacciner la majorité des adultes pour obtenir une immunité de groupe, alors la quantité de vaccins dont nous aurons besoin sera nettement supérieure à celle dont nous disposons actuel-

lement, la capacité de production doit augmenter", a indiqué le chef de l'OMS lors d'un point de presse, ajoutant que la renonciation à la propriété intellectuelle "sera très importante".

Une suspension temporaire des droits de propriété intellectuelle pour les vaccins contre la COVID-19 pourrait être déterminante pour la fabrication de vaccins "en Afrique et dans d'autres parties du monde où la fabrication ne se fait pas", a déclaré pour sa part M. Brown.

De nombreux pays, dont l'Afrique du Sud et l'Inde, ont demandé la suspension temporaire des droits de propriété intellectuelle pour les vaccins contre la COVID-

19 afin de permettre une production mondiale. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a discuté de la renonciation à la PI la semaine dernière, mais aucune conclusion définitive n'a encore été tirée à Genève. Le Royaume-Uni, ayant pris la présidence du groupe des nations du G7 en 2021, devrait accueillir le sommet du G7 en juin. "Les pays du G7 sont les leaders économiques et politiques du monde.

Ils abritent également de nombreux producteurs de vaccins dans le monde", a rappelé le chef de l'OMS, soulignant que toutes les options pour "augmenter la production dès que possible" devraient être utilisées.

CANADA

Le vaccin de Johnson & Johnson recommandé seulement aux plus de 30 ans

Le comité scientifique consultant le gouvernement du Canada sur la vaccination a recommandé lundi de réserver l'utilisation du vaccin de Johnson & Johnson contre le Covid-19 aux personnes âgées de 30 ans et plus. Cette annonce du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) survient quelques heures après que le Danemark a renoncé au vaccin de "J&J" à cause de possibles effets secondaires graves, malgré les feux verts du régulateur européen et de l'OMS pour l'utiliser. En avril, le régulateur américain avait suspendu

momentanément l'utilisation de ce vaccin après des cas rares de thrombose. La France a décidé de l'administrer aux personnes âgées de 55 ans et plus, comme celui d'AstraZeneca. "Compte tenu des données actuelles, le CCNI recommande de proposer le vaccin de Janssen (une filiale de Johnson & Johnson, ndlr), comme celui d'AstraZeneca, aux personnes âgées de 30 ans et plus", a indiqué Caroline Quach, la présidente du CCNI, lors d'un point de presse. Ce vaccin de Johnson & Johnson peut-être proposé à ceux qui ne présentent pas de

contre-indications, "si la personne préfère être vaccinée plus rapidement plutôt que d'attendre un vaccin ARN messager et si les avantages l'emportent sur les risques", a-t-elle précisé. "Lors des essais cliniques, le vaccin Janssen à dose unique s'est avéré efficace à 67%", a-t-elle déclaré. Les provinces et territoires du Canada pourront adapter le seuil d'âge pour administrer ce sérum en fonction notamment de leur approvisionnement en vaccins. Le 5 mars, Santé Canada a autorisé le vaccin à dose unique de Johnson & Johnson contre le

Covid-19 du laboratoire américain pour les personnes âgées de 18 ans et plus, mais il n'a pas encore été distribué au pays. Vendredi, la distribution de la première livraison contenant 300.000 doses de ce vaccin a été retardée par le ministère de la Santé en raison de préoccupations sur leur qualité. Le groupe fait face à des problèmes de production dans une usine de Baltimore, dans l'Etat américain du Maryland, gérée par la firme Emergent BioSolutions, avec un lot de doses de vaccins ne répondant pas aux normes de qualité.

FERTILITÉ

12 VITAMINES ET MINÉRAUX NÉCESSAIRES

Les micronutriments sont essentiels à la fertilité. Certains d'entre eux améliorent la qualité du sperme, d'autres favorisent l'ovulation ou l'équilibre hormonal. Zoom sur les vitamines et minéraux favorables à la fertilité avec Hannah Livage, naturopathe, auteure de Favorisez votre fertilité au naturel, éditions First.



On le sait, pour bien fonctionner notre corps a besoin de micronutriments. Ils sont, par exemple, indispensables pour un bon fonctionnement de l'intestin, ou pour avoir un cerveau au top. Mais ils sont aussi indispensables pour une fertilité optimale. Leurs bienfaits sont nombreux :

Amélioration de la qualité des ovules

Amélioration de la quantité, la qualité et la mobilité des spermatozoïdes

Réduction du risque de fausse couche

Bon fonctionnement des organes reproducteurs

Réduction de l'inflammation de l'organisme.

"Ils sont aussi particulièrement intéressants pour soutenir ou reminéraliser l'organisme en cas de PMA" souligne Hannah Livage, naturopathe, auteure de Favorisez votre fertilité au naturel (éd. First). "Il est donc extrêmement important d'en consommer quotidiennement pour éviter les conséquences très néfastes de certains déficits sur la fertilité".

Micronutriments : sous quelle forme ?

En principe, tous nos besoins en vitamines et minéraux sont apportés par l'alimentation, à des doses physiologiques facilement assimilables par l'organisme. "En revanche, les micronutriments de synthèse sont beaucoup

moins assimilables et peuvent surcharger l'organisme" explique la naturopathe, qui recommande donc de privilégier les sources alimentaires.

"Idéalement, afin d'avoir dans l'assiette tout ce dont le corps a besoin pour bien fonctionner et concevoir un enfant, il faudrait manger une portion de crusidités en entrée de chaque repas. Elles apportent une dose importante de vitamines et nutriments qui n'ont pas été endommagés par une quelconque cuisson" prescrit Hannah Livage. Ses autres conseils pour des repas équilibrés et favorables à la fertilité :

Du bon gras sur les crusidités (huile de colza, de lin ou de noix) qui aide à la fabrication des hormones sexuelles

Une source de protéines animales ou végétales nécessaire à la production hormonale et cellulaire

Des légumes variés et en quantité importante (au moins la moitié de l'assiette) pour l'élimination des toxiques

Des glucides à indice glycémique faible ou modéré (quinoa, sarrasin, patate douce...) car les glucides à IG élevé bouleversent le système hormonal, dont les hormones sexuelles.

Des collations composées d'oléagineux et de fruits.

Des légumes variés et en quantité importante (au moins la moitié de l'assiette) pour l'élimination des toxiques

Des collations composées d'oléagineux et de fruits.

gumes orange, rouges, jaunes.

2/2 - La vitamine B9

Elle diminue les risques de fausse couche et les risques d'accouchement prématuré. Elle améliore aussi la qualité et la quantité du sperme. On la trouve dans les feuilles des légumes verts, les légumineuses, la levure de bière, les oeufs.

3/2 - La vitamine B12

Elle optimise l'ovulation et améliore le nombre et la mobilité des spermatozoïdes. On la trouve dans les viandes et volailles, le poisson, les fruits de mer et dans les algues.

4/2 - La vitamine C

Elle protège les cellules spermatozoïdes contre les radicaux libres, améliore la production de la glaire cervicale et la qualité des gamètes (ovules et spermatozoïdes). Découvrez les aliments les plus riches en vitamine C.

5/2 - La vitamine D

Elle améliore la qualité des ovules et des spermatozoïdes, favorise l'ovulation et l'équilibre hormonal, améliore le développement des follicules et favorise l'implantation. Découvrez ici les aliments riches en vitamine D.

6/2 - La vitamine E

Elle améliore la mobilité des spermatozoïdes, protège les gamètes et améliore l'implantation de l'embryon. On la trouve dans le germe de blé, les amandes,



l'avocat, les noix, les huiles pressées à froid.

7/2 - Les Oméga-3

Ils favorisent l'ovulation et améliorent la qualité des ovules, dont le fluidité de leur membrane, facilitant ainsi la pénétration du spermatozoïde lors de la fécondation. Ils améliorent aussi la résistance et la mobilité des spermatozoïdes. Découvrez ici les aliments les plus riches en Oméga-3.

8/2 - Les Oméga-6

Ils renforcent l'utérus, améliorent la structure des cellules reproductrices et augmentent la production de la glaire cervicale. On en trouve dans les huiles d'olive et de tournesol.

9/2 - L'iode

Elle permet le bon fonctionnement de la thyroïde, indispensable à la fertilité, et favorise l'ovulation (une absence d'ovulation peut provenir d'un taux trop bas d'hormones thyroïdiennes). On en trouve dans les fruits de mer, les poissons de mer, les algues.

10/2 - Le fer

Il réduit l'infertilité (une carence même faible peut contribuer à l'infertilité féminine), favorise l'ovulation, participe à la production des hormones ovarienne et diminue les fausses couches. Découvrez ici les aliments les plus riches en fer.

11/2 - Le sélénium

Il intervient dans la fertilité féminine et masculine, améliore la production et la qualité du sperme, participe au bon fonctionnement des ovaires et diminue les fausses couches. On retrouve essentiellement dans les noix du Brésil, mais aussi les petits poissons gras et les fruits de mer.

12/2 - Le zinc

Il favorise l'équilibre hormonal féminin, améliore la qualité des ovules et la fonction ovarienne.

Et il diminue les fausses couches en favorisant l'implantation de l'embryon. Découvrez ici les aliments riches en zinc.

14/2 - Le sélénium

Il intervient dans la fertilité féminine et masculine, améliore la production et la qualité du sperme, participe au bon fonctionnement des ovaires et diminue les fausses couches. On retrouve essentiellement dans les noix du Brésil, mais aussi les petits poissons gras et les fruits de mer.

12/2 - Le zinc

Il favorise l'équilibre hormonal féminin, améliore la qualité des ovules et la fonction ovarienne.

Et il diminue les fausses couches en favorisant l'implantation de l'embryon. Découvrez ici les aliments riches en zinc.

FÉCONDATION IN VITRO : LE RÉGIME MÉDITERRANÉEN AUGMENTE LES CHANCES DE CONCEVOIR

Selon une récente étude grecque, le régime méditerranéen serait particulièrement conseillé aux femmes qui essaient de concevoir via une FIV. Explications.

Entre 1978 et 2008, plus de 200 000 bébés ont été conçus en France grâce à la fécondation in vitro (FIV). Cette technique de procréation médicalement assistée (PMA) consiste à provoquer une fécondation en dehors du corps humain en mettant en présence un ovule et des spermatozoïdes, puis à réimplanter les embryons dans la cavité utérine de la femme. Pour une FIV « classique », les chances de grossesse sont d'environ 24,5 %. Bonne nouvelle : des chercheurs de la Harokopio University (en Grèce) ont peut-être trouvé une astuce pour augmenter ce (petit) taux de réussite. En effet, d'après une récente étude publiée dans la revue spécialisée *Human Reproduction*, les femmes qui adoptent le régime méditerranéen durant leur parcours FIV auraient, en moyenne, 65 % de chances supplémentaires de concevoir.

Pour en arriver à cette conclusion, les scientifiques grecs ont travaillé avec 244 femmes en cours de FIV âgées de 22 à 41 ans et dont l'indice de masse corporelle (IMC) était inférieur à 30. Celles-ci ont du répondre régulièrement à des questionnaires concernant leurs habitudes alimentaires.

FIV : LE RÉGIME MÉDITERRANÉEN BOOSTE LA FERTILITÉ, SURTOUT AVANT 35 ANS

Verdict ? Les chercheurs ont observé que les participantes qui adoptaient le régime méditerranéen avaient globalement de meilleures chances de concevoir et d'accoucher d'un bébé en bonne santé. Cet effet bénéfique était particulièrement flagrant chez les femmes âgées de moins de 35 ans.

« Le message qu'il faut retenir de nos travaux, c'est que les femmes qui souhaitent concevoir via une technique de FIV peuvent adopter une alimentation équilibrée (par exemple le régime méditerranéen) afin de maximiser leurs chances de concevoir », expliquent les chercheurs. Qui ajoutent : « Les habitudes de vie (comme l'alimentation, l'activité physique, le stress...) ont un lien direct avec la fertilité ».

Pour rappel, le régime méditerranéen (que l'on sait excellent pour la santé) se compose principalement de céréales complètes, de fruits et de légumes, d'huile d'olive, d'oléagineux et de poisson. En revanche, la consommation de viandes rouges, d'alcool, d'aliments sucrés et de produits laitiers est limitée.

INFERTILITÉ FÉMININE COMMENT ÇA SE SOIGNE ?

Actuellement, 10 à 15% des couples consultent pour des problèmes de fertilité. Dès que la ou les causes d'infertilité sont connues, un traitement peut être envisagé. Du simple traitement médicamenteux à l'implantation d'embryon, panorama des traitements de l'infertilité chez la femme.

ON COMMENCE PAR DÉTERMINER L'ORIGINE DE LA STÉRILITÉ

Les causes de l'infertilité chez la femme peuvent être variées. Le médecin va donc prescrire divers examens afin de mieux cerner la ou les causes avant d'envisager un traitement. Mais il n'est pas rare de conclure à une fertilité inexplicquée.

Dans son premier interrogatoire, le médecin va vous poser des questions sur vos antécédents gynécologiques : régularité des règles, saignements anormaux, fausses couches ou infections pelviennes antérieures... Cet examen initial comprend également un frottis et des dosages hormonaux afin d'évaluer la réserve ovarienne, la qualité de l'ovulation et voir si les ovaires produisent une quantité suffisante de progestérone.

Enfin, une échographie pelvienne peut être prescrite en début de cycle afin de vérifier qu'il n'y a pas de fibrome ou de kyste et de voir le nombre de follicules présents au niveau des ovaires (c'est rassurant quand il y en a entre 5 et 10 par ovaires).

En fonction des résultats, le médecin peut rechercher d'éventuelles anomalies des trompes ou de la cavité utérine en prescrivant une hystérosalpingographie (le radiologue injecte un produit de contraste dans l'utérus puis prend plusieurs clichés) ou une hystéroscopie (on visualise l'intérieur de la cavité utérine à l'aide d'une fibre optique).

Enfin, il est parfois nécessaire d'avoir recours à une coelioscopie, un examen réalisé sous anesthésie générale qui consiste à regarder l'intérieur de la cavité abdominale à l'aide d'une petite caméra. La coelioscopie permet parfois de traiter immédiatement le problème rencontré (désobstruction des trompes, traitement des lésions de l'endomètre ou des kystes ovaires...).

ON STIMULE L'OVULATION AVEC UN TRAITEMENT MÉDICAMENTEUX

Les médicaments les plus couramment utilisés contre l'infertilité sont ceux qui aident à stimuler l'ovulation.

Les anti-œstrogènes pris par voie orale



(Clomid ou Pergotime) poussent le corps à fabriquer les hormones qui aident les œufs à arriver à maturation. Ils augmentent le risque de grossesse multiple de 10%.

Les gonadotrophines administrées en injections quotidiennes (Gonal, Puregon, Luveris...) stimulent directement la croissance des œufs dans les ovaires. Ils sont souvent prescrits quand les anti-œstrogènes n'ont pas eu d'effet. Ils augmentent le risque de grossesse multiple de 30%.

La bromocriptine ou la cabergoline (Parlorel, Dostinex...), pris par voie orale, sont prescrits aux femmes qui souffrent d'hyperprolactinémie (un taux trop élevé de prolactine qui empêche l'ovulation).

LE TRAITEMENT CHIRURGICAL DE L'INFERTILITÉ

Il est réservé aux rares cas (5 % d'intolérance aux médicaments. Mais aussi aux femmes :

- qui souffrent d'endométriome qui ont un fibrome dont les trompes de Fallope sont bouchées. Mais le taux de réussite de ce type de chirurgie reste faible et augmente ensuite le risque de grossesse extra-utérine.

L'ASSISTANCE MÉDICALE À LA PROCRÉATION (AMP)

Les protocoles et les traitements d'AMP sont choisis entre le couple et l'équipe médicale en fonction des traitements antérieurs et des causes d'infertilité. Les principales techniques sont :

L'insémination avec sperme du conjoint (IAC) en cas d'infertilité inexplicquée, d'échec des médicaments d'induction d'ovulation ou de problème du col de l'utérus.

La fécondation in vitro (FIV) avec injection intracytoplasmique de spermatozoïdes (ICSI) en cas d'infertilité inexplicquée, d'échec de l'insémination, d'infertilité mixte, d'un âge maternel avancé, de trompes obstruées.

La fécondation in vitro sans micromanipulation en cas d'endométriome, d'infertilité ovulatoire ou tubaire.

La congélation d'ovocytes avant une chimiothérapie, une radiothérapie ou d'autres traitements stérilisants. Ou dans le cas d'un protocole de don d'ovocytes.

La congélation d'embryons en cas d'échec de transfert d'embryons "trais" ou avant un traitement stérilisant chez une femme vivant en couple.

MANGER DES CRUDITÉS EST EXCELLENT POUR LA FERTILITÉ MASCULINE

Les antioxydants des crudités apportent des ingrédients nutritionnels nécessaires pour fabriquer des spermatozoïdes sains et un sperme de très bonne qualité, donc plus fertile.

Une étude a révélé que les trois antioxydants suivants, le bêta-carotène des carottes, la lutéine de la laitue et le lycopène des tomates seraient les ingrédients secrets pour des spermatozoïdes sains et plus fertiles.

Pour en arriver à ces conclusions, les chercheurs ont étudié la mobilité et la morphologie des spermatozoïdes de 389 jeunes étudiants. Ils ont en parallèle analysé leur alimentation et le pourcentage des micronutriments, de vitamine A, C, E, K, et des caroténoïdes (alpha-carotène, bêta-carotène, bêta-cryptoxanthine, lutéine et lycopène).

LES FRUITS ET LÉGUMES POUR UN SPERME PLUS MOBILE

L'étude comparative du sperme et de l'alimentation a permis aux chercheurs de conclure que 3 antioxydants présents dans les fruits et légumes permettent une meilleure mobilité et

morphologie des spermatozoïdes.

Les étudiants dont l'alimentation est riche en caroténoïdes, en particulier le bêta-carotène et la lutéine, ont des spermatozoïdes 6,5 % plus rapides que les autres. Et ceux qui ont une alimentation riche en lycopène ont un nombre plus élevé de spermatozoïdes de forme normale que les autres. En revanche, la vitamine C doit être consommée avec modération. Car si elle permet une meilleure mobilité des spermatozoïdes, elle réduit de 22 % la concentration de spermatozoïdes si elle est consommée en excès. Les chercheurs n'ont constaté aucun lien entre la consommation de vitamines A et E et la qualité des spermatozoïdes.

POUR ÊTRE FERTILE, MANGEZ...

Pour faire le plein de bêta-carotène, rien de tel que les carottes, la laitue et les épinards. Pour enrichir son alimentation en lutéine, n'oubliez pas la laitue, et les épinards et les tomates fraîches, en soupe, ou en jus pour le lycopène.

Les chercheurs encouragent donc les hommes qui veulent avoir un enfant à consom-



mer ces légumes riches en antioxydants car ils améliorent la qualité du sperme.

Les conclusions de cette étude internationale de la Harvard School of Public Health (États-Unis), des universités du Canada, de Copenhague, de Murcie (Espagne) et de New York ont été publiées dans la revue médicale *Fertility and Sterility*.

NIGERIA

17 villageois tués dans deux attaques séparées

Dix-sept (17) villageois ont été tués dans deux attaques séparées par des bergers peuls présumés dans l'Etat de Benue, dans le centre du Nigeria, selon des responsables locaux.

L'Etat de Benue est situé dans la région de Middle Belt, secouée depuis des années par des affrontements meurtriers entre éleveurs nomades et agriculteurs locaux, autour d'enjeux fonciers et de rivalités pour le contrôle des pâturages et de l'eau.

Les bergers ont tué 15 villageois qui étaient principalement des agriculteurs lors d'une attaque menée à l'aube lundi, et deux autres villageois ont été tués dimanche dans la région de Gwer West dans l'Etat de Benue, ont indiqué lundi soir des responsables locaux.

"Des éleveurs armés ont attaqué Tijime où ils ont tué 15 personnes", a déclaré Ken Achabo, un assistant du gouverneur de l'Etat.

"Il y a eu une autre attaque sur la route Naka-Agagbe, où deux personnes ont été tuées dimanche soir", a-t-il déclaré, ajoutant que ces violences avaient poussé les habitants à fuir leurs foyers.

Une autre responsable locale, Grace Igbabon, qui a avancé le même bilan, a déclaré que "des bergers se sont fauflés dans ces communautés, et y ont tué 17 de nos habitants, y compris des femmes, des enfants et même des personnes âgées, sans aucune raison".

Elle a déclaré que de nombreuses personnes avaient également été blessées et des maisons détruites. La porte-parole de la police d'Etat, Catherine Anene, a confirmé les attaques sans donner davantage de précisions. Les tensions sont en hausse dans cette région depuis que le gouvernement y a promulgué une loi interdisant le pâturage ouvert du bétail.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Etat de siège : les militaires remplacent les autorités civiles dans deux provinces

Le président congolais Félix Tshisekedi a décidé lundi le remplacement des autorités civiles par des militaires et des policiers dans deux provinces de la République démocratique du Congo où l'état de siège entre en vigueur jeudi.

"J'ai décidé de proclamer l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu", a rappelé le président Tshisekedi dans une adresse à la télévision publique congolaise RTNC, affirmant avoir entendu "le cri de détresse de notre population et ressens les douleurs qu'éprouvent nos mères, nos soeurs, nos filles dans ces provinces ravagées par la barbarie".

Cet état de siège avait été annoncé vendredi soir.

Succédant au chef de l'Etat, Tharsice Kasongo Mwema, son porte-parole a précisé que l'état de siège était décrété "pour une durée de trente jours à dater du jeudi 06 mai 2021".

"Pour faire face à la situation pendant l'état de siège, les autorités civiles, les gouvernements provinciaux de l'Ituri et du Nord-Kivu et les entités de ces provinces seront remplacées par des officiers des Forces armées de la République démocratique du Congo ou de la police nationale", a-t-il ajouté.

"Jusqu'au rétablissement de la paix" dans ces deux provinces du nord-est et de l'Est de la RDC, "l'action des juridictions civiles sera substituée par celle des juridictions militaires", a-t-il précisé.

Riches en minerais, à la frontière de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi, les provinces du Nord et du Sud-Kivu (est) ont basculé dans la violence lors des deux guerres du Congo (1996-97, 1998-2003), sans retrouver une vraie stabilité depuis.

Plus au nord, la province de l'Ituri a de nouveau basculé dans la violence fin 2017 après une accalmie d'une quinzaine d'années.

APS

LIBYE

Le gouvernement libyen appelle Ankara à "coopérer" pour le départ des forces étrangères

Le gouvernement libyen d'unité nationale a appelé lundi la Turquie à coopérer pour le départ des mercenaires et forces étrangères se trouvant sur le sol libyen.

"Nous appelons la Turquie à coopérer avec nous pour mettre fin à la présence de toutes les forces étrangères et des mercenaires afin de préserver la souveraineté" de la Libye, a déclaré le ministre libyen des Affaires étrangères Najla al-Mangoush.

Lors d'une conférence de presse avec son homologue turc Mevlut Cavusoglu, en visite à Tripoli, Mme Mangoush a souligné "l'importance de la contribution de la Turquie à la cessation des combats et à la stabilisation du cessez-le-feu dans tout le pays". Après la fin des combats entre camps rivaux l'été dernier et la signature



d'un accord de cessez-le-feu, un nouveau gouvernement d'unité a vu le jour en Libye. Cet exécutif de transition, dirigé par l'homme

d'affaires Abdelhamid Debbih, est né d'un processus onusien lancé en novembre à Tunis, mis sur orbite en février à Genève et signé

en mars par un vote de confiance du Parlement. Il doit assurer la transition d'ici des élections nationales prévues en décembre.

BURKINA FASO

Plus d'une dizaine de civils tués dans une attaque dans l'est

Plus d'une dizaine de civils ont été tués, lundi, dans une attaque perpétrée par des hommes armés non identifiés contre le hameau agricole de Kodyel, dans la région de l'Est du Burkina Faso, rapportent des médias sur place, citant une source officielle.

"Le bilan provisoire fait état de deux volontaires pour la défense de la patrie (VDP) tombés, en plus d'une dizaine de civils tués, de nombreux blessés, ainsi que de plusieurs concessions et greniers incendiés", a indiqué dans un communiqué le gouverneur de la région de l'Est, le colonel Saïdou T. P. Sanou.

Le Centre de santé et de promotion sociale (CSPS) de ladite localité a été saccagé et des produits pharmaceu-

tiques emportés, a-t-il ajouté, condamnant avec "fermeté" une attaque "lâche et barbare".

Il a assuré qu'une opération de ratisage était en cours dans la zone, tout en appelant les populations à la vigilance et à une étroite collaboration avec les Forces de défense et de sécurité (FDS).

Des sources indépendantes ont indiqué aux médias que plusieurs civils avaient été tués dans cette attaque.

Lundi à 18h30, l'attaque n'a toujours pas été revendiquée et aucune réaction des autorités burkinabè n'a été émise.

Dans la même région, une embuscade tendue à une patrouille anti-braconnage le 27 avril a fait trois

morts, dont les journalistes espagnols Roberto Fraile et David Beriain, ainsi qu'un Irlandais travaillant pour une ONG de défense de l'environnement, Rory Young.

Le même jour, des individus armés non identifiés ont attaqué des villages dans la région du Sahel, faisant au moins 18 morts selon le gouvernement burkinabè.

Depuis 2015, le Burkina Faso est en proie à des attaques terroristes qui ont fait de nombreuses victimes et des milliers de déplacés.

Elles sont récurrentes dans les régions du Sahel, du Centre-nord, de l'Est et dans l'ouest du pays, qui ont été placées régulièrement sous couvre-feu depuis 2019.

TCHAD

L'ONU rend hommage au défunt président tchadien Idriss Déby

L'Assemblée générale des Nations Unies a tenu lundi une réunion plénière pour rendre hommage au président tchadien décédé, Idriss Déby Itno.

"Au nom des Nations Unies, je réitère mes plus sincères condoléances à sa famille, au gouvernement et au peuple tchadiens", a déclaré le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres lors de la réunion consacrée au défunt leader tchadien. "Le président Déby a oeuvré sans relâche pour la stabilité de son pays, de la sous-région et du continent africain.

Il a transformé le Tchad en une puissance régionale influente qui a joué un rôle clé dans la région, du Sahel au bassin du lac Tchad", a rappelé le chef de l'ONU.

"Sous sa direction et j'en ai personnellement été témoin à



ouvert ses portes à des milliers de réfugiés venus des pays voisins, les accueillant généreusement et partageant ses ressources limitées avec eux", a-t-il ajouté.

Qualifiant M. Déby de partenaire clé pour les Nations Unies, notamment dans la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime organisé, M. Guterres a dit souhaiter en ce moment crucial pour le Tchad, "mettre l'accent sur l'engagement fort des Nations Unies à servir le peuple tchadien dans sa quête d'un avenir inclusif et prospère". Le secrétaire

général a exprimé l'espoir que "dans les jours à venir, les Tchadiens seront en mesure de trouver, ensemble, un chemin consensuel et pacifique vers l'avenir".

Le président de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations Unies Volkan Bozkir a rappelé lors de la réunion que le Tchad est un membre des Nations Unies depuis 1960.

"Et depuis plus de 60 ans, les Nations Unies soutiennent le gouvernement tchadien pour mettre en œuvre les politiques qui s'attaquent aux défis de la paix et de la sécurité, du

développement durable et des droits de l'homme.

Cela est illustré aujourd'hui par les 14 programmes et agences des Nations Unies qui sont mis en œuvre dans le pays et qui travaillent dans le cadre de l'approche 'Unis dans l'action' (Delivering as One)", a-t-il dit.

M. Bozkir a ajouté que, sous la direction de M. Déby, "le Tchad a été un partenaire fiable de l'ONU sur les questions de stabilité régionale, en particulier dans le cadre des efforts de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime organisé dans le Sahel".

Idriss Déby Itno avait succombé le 20 avril aux blessures reçues en première ligne lors d'un combat contre les rebelles, avait annoncé le porte-parole de l'armée tchadienne, le général Azem Bermandoa Agoua, à la télévision nationale le lendemain.

PALESTINE Violations israéliennes à El Qods occupée : Al-Maliki interpelle la CPI

Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad Al-Maliki, a adressé lundi une lettre au procureur général de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, l'appelant à prendre une position "claire et publique" sur les violations israéliennes et les menaces d'expulsion des habitants du quartier de Sheikh Jarrah à Al-Qods occupée.

M. Al-Maliki, cité dans un communiqué de la diplomatie palestinienne, a indiqué suivre l'évolution des récents événements dans le quartier de Sheikh Jarrah, en pleine coordination avec le Royaume de Jordanie, dans le contexte des efforts déployés par le ministère palestinien pour soutenir les familles menacées d'expulsion et de déplacement.

Selon le texte, le chef de la diplomatie palestinienne "a mené des contacts" avec ses homologues du monde entier, avec le Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes et l'Organisation de la coopération islamique (OCI) pour dénoncer les violations israéliennes à "tous les niveaux".

Il a également demandé aux missions palestiniennes à New York et à Genève, d'informer le Secrétaire général des Nations Unies, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale de l'ONU, outre le Haut Commissaire aux droits de l'homme, sur ce qui se passe actuellement à Sheikh Jarrah.



Riyad Al-Maliki a ainsi

tenu l'occupant israélien, "pleinement responsable de ses plans et projets coloniaux racistes judaïsants" contre les palestiniens à Al-Qods occupée, en particulier dans les quartiers de Sheikh Jarrah, d'Al-Bustan à Silwan. Il a appelé la communauté internationale à "assumer ses responsabilités juridiques et morales" et à prendre les "mesures nécessaires pour contraindre la puissance occupante à respecter le droit international et à cesser d'être un Etat hors la loi".

munauté internationale à "assumer ses responsabilités juridiques et morales" et à prendre les "mesures nécessaires pour contraindre la puissance occupante à respecter le droit international et à cesser d'être un Etat hors la loi".

INDE

Elections : onze morts lors d'affrontements entre camps rivaux

Onze personnes ont été tuées lors d'affrontements ayant éclaté, depuis dimanche dernier, entre sympathisants de deux partis belligérants dans l'Etat indien du Bengale occidental (nord-est), ont rapporté mardi des médias.

Ces incidents interviennent après l'annonce des résultats des élections régionales dans le Bengale occidental qui se sont soldées par la victoire du Trinamool Congress (TMC) face au parti nationaliste hindou, du Premier ministre indien Narendra Modi, le Bharatiya Janata Party (BJP). Le ministre de l'Intérieur a demandé lundi au gouvernement local du Bengale un rapport détaillé sur les "violences post-électorales visant des membres de l'opposition dans l'Etat".

La ministre en chef et dirigeante

du TMC, Mamata Banerjee a exhorté toutes les parties à "faire preuve de retenue et à mettre en valeur l'ambiance culturelle du Bengale", ajoutant que la gestion de la pandémie de Covid-19 passe avant toute autre préoccupation.

Au Bengale occidental, Narendra Modi et son proche collaborateur, Amit Shah, avaient activement fait campagne pour tenter de ravir le pouvoir à Mamata Banerjee, qui règne sur l'Etat de puis 2011, en organisant des dizaines de rassemblements réu-



nissant parfois des centaines de milliers de personnes. Le PM indien a été largement critiqué pour s'être concentré sur les élections au lieu de faire de la lutte contre la pandémie sa priorité absolue.

ETATS UNIS

Une personne armée blessée par balle après une tentative d'intrusion à la CIA



Une personne armée a été blessée par balle lundi, touchée par des tirs d'agents du FBI après avoir tenté d'entrer dans le siège de la CIA, a indiqué la police fédérale américaine.

Lundi après-midi, cette personne non identifiée n'a

pas pu franchir la première porte d'accès menant au vaste complexe boisé de la CIA, l'agence de renseignements américaine, situé à proximité de Washington. Le personnel de sécurité a ensuite, pendant plusieurs heures, tenté de négocier avec elle pour la convaincre de se rendre.

Mais l'individu est "sorti de son véhicule avec une arme, et a été interpellé par les forces de l'ordre", a affirmé le FBI dans un communiqué, ajoutant qu'il avait été "blessé et emmené à l'hôpital".

Plus tôt, un porte-parole de la CIA avait déclaré que l'agence était informée de la situation à l'extérieur du périmètre sécurisé du complexe, à plusieurs centaines de mètres du bâtiment principal.

"Notre complexe reste sécurisé et nos agents chargés de la sécurité sont les seuls employés de l'agence directement impliqués",

avait-il indiqué. La sécurité du siège de la CIA a été renforcée ces dernières années.

Il se trouve à Langley, en Virginie, près d'une route très fréquentée.

En 1993, Mir Aimal Kansi, un Pakistanais, avait tué deux employés de l'agence et blessé trois autres, en leur tirant dessus alors qu'ils étaient dans leurs voitures et attendaient d'entrer dans le complexe.

Il s'était enfui au Pakistan, où il avait été arrêté après une traque de plus de quatre ans. Extradé vers les Etats-Unis, il avait été condamné à mort, puis exécuté en 2002.

APS

RUSSIE - UE

Sanctions russes : Bruxelles convoque l'ambassadeur de Russie auprès de l'UE

L'ambassadeur de Russie auprès de l'UE a été convoqué lundi par les institutions européennes après la décision de Moscou de sanctionner huit responsables européens, dont le président du Parlement européen et une commissaire, a annoncé la Commission européenne.

L'ambassadeur a été convoqué et il devrait être reçu dans l'après-midi par le secrétaire général de la Commission européenne et le service européen pour l'action extérieure.

Nous lui transmettrons une condamnation ferme et un rejet de cette décision", a déclaré le porte-parole du chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell.

La Russie a interdit vendredi l'entrée sur son territoire à huit responsables européens, parmi lesquels le président du Parlement européen David Sassoli, la vice-présidente de la Commission Vera Jourova, le procureur de Berlin Jörg Raupach et le député français Jacques Maire -- rapporteur spécial sur l'empoisonnement de l'opposant Alexei Navalny à l'Assemblée parlementaire au Conseil de l'Europe (APCE).

L'Union européenne a condamné cette décision annoncée au lendemain de l'adoption par le Parlement européen d'une résolution dénonçant les actions de la Russie et réclamant des sanctions économiques et politiques.

L'UE se réserve le droit de prendre les mesures appropriées en réponse à la décision des autorités russes", ont averti dès vendredi les présidents des trois institutions de l'UE (Parlement, Commission et Conseil --l'institution représentant les Etats).

"La Fédération de Russie a choisi la voie de la confrontation au lieu de chercher à inverser la trajectoire négative des relations UE-Russie", ont déploré samedi les Etats membres dans une déclaration publiée en leur nom par Josep Borrell.

"Des discussions sont en cours entre les Etats membres pour une réponse unie", a précisé son porte-parole.

La réaction de l'UE sera discutée par les ministres des Affaires étrangères et sera à l'ordre du jour du sommet européen du 25 mai, a assuré un diplomate européen, cité par des médias.

COLOMBIE

Manifestations : les Nations Unies condamnent l'usage excessif de la force

Les Nations Unies ont condamné mardi l'usage excessif de la force par les forces de sécurité lors de manifestations en Colombie contre une réforme fiscale et notamment à Cali dans l'ouest du pays.

"Nous sommes profondément alarmés par les événements dans la ville de Cali en Colombie, où la police a ouvert le feu sur des manifestants qui s'opposent à une réforme fiscale, tuant et blessant un certain nombre de personnes selon des informations disponibles", a déclaré Marta Hurtado, porte-parole du Haut commissariat aux droits de l'homme, lors d'un point de presse de l'ONU à Genève. Elle a également appelé au calme en amont d'une nouvelle journée de manifestations prévue mercredi.

"Notre bureau en Colombie est en train de vérifier le nombre exact de victimes et déterminer comment ce terrible incident a pu survenir à Cali", a-t-elle souligné, ajoutant que des défenseurs des droits de l'homme avaient également fait état de "menaces et de harcèlements".

"En raison des tensions extrêmes, avec des soldats et des policiers chargés de contrôler les manifestations, nous appelons au calme" et "nous rappelons aux autorités gouvernementales de protéger les droits de l'homme y compris le droit de manifester pacifiquement", a-t-elle ajouté.

"Les armes à feu ne doivent être utilisées qu'en dernier recours", a encore rappelé la porte-parole.

Un bilan officiel fait état de 19 morts dont un policier et de près de 850 blessés dont 306 civils.

DÉCÈS DE L'ARTISTE BLAHA BENZIANE Le comédien inhumé à Sig (Mascara)

Le comédien Blaha Benziane, décédé dimanche soir à Oran, a été inhumé, lundi après la prière d'El Asr au cimetière "Sidi Lakhdar" de la ville de Sig, wilaya de Mascara, en présence des autorités locales de la wilaya et de ses collègues artistes et comédiens, ainsi que de nombreux citoyens.



Le comédien Blaha Benziane est décédé, dimanche soir à l'hôpital militaire d'Oran, à l'âge de 68 ans, suite à une maladie cardiaque, a-t-on appris de ses proches.

Né le 23 novembre 1953 à Oran et diplômé du théâtre, le défunt artiste s'était spécialisé dans la comédie et a fait ses débuts au cinéma et au théâtre.

Il s'est distingué dans plusieurs rôles, notamment dans le film "De l'autre côté de la mer" en 1997, "Ness mlah City" 1 et 2 en 2004 et 2005, "Djemai family" en 2008, 2009 et 2011, "Boudhaou" en 2014 et "Achour El-Acher" 1, 2 et 3 en 2015, 2017 et 2021, dans lequel il campait le rôle de Nouri.

Le regretté comédien a également joué le premier rôle dans le film "Ramdane fi mariken" ainsi que "Rais Korso" en 2019.

La dernière pièce de théâtre dans laquelle il a participé est "Toufah" de Abdelkader Alloula. Dans une déclaration

à la presse, Blaha, très populaire, a révélé qu'il avait des problèmes de santé depuis plusieurs mois, ce qui ne l'a pas

empêché de participer à la troisième saison de "Achour El-Acher", un engagement qu'il devait honorer, a-t-il indiqué.

Une "immense perte pour la culture algérienne" (ministre)

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a salué, dans un message de condoléances, la mémoire de l'acteur Blaha Benziane, décédé dimanche soir à Oran, regrettant cette "immense perte pour la culture algérienne".

Dans un message adressé à la famille du défunt, la ministre a salué "la spontanéité et le talent" de cet acteur qui a "su gagner l'admiration et l'amour du public algérien" et dont le nom "restera gravé dans l'histoire de la comédie algérienne".

Le comédien Blaha Benziane s'est éteint dans la nuit de dimanche à l'âge de 68 ans des suites d'une

maladie cardiaque.

Passionné de théâtre et de poésie populaire, Blaha Benziane a commencé sa formation dans le 4^e Art au début des années 1970 pour fouler les planches du théâtre d'Oran en compagnie de Sirat Boumediene, de Ghouti Azri, de Brahi et Fadhila Hachmaoui ou encore du dramaturge et metteur en scène Abdelkader Alloula.

Il avait également œuvré dans des associations culturelles et compagnies de théâtre dans la ville d'Oran, en plus d'animer des programmes dédiés à la poésie populaire au Tro.

Il a également connu un plus grand succès en collaborant avec le réalisateur

Djaafer Gacem dans des sitcoms comme "Djemai Family" ou plus récemment "Achour El Acher". Cette disparition, alors que son dernier travail est actuellement diffusé à la télévision, a suscité l'émotion des artistes et des téléspectateurs qui lui ont rendu hommage sur la toile.

LAGHOUAT Réouverture de la salle de cinéma Sidi Okba d'Aflou

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a inauguré lundi dans la wilaya de Laghouat la salle de cinéma Sidi-Okba d'Aflou qui a bénéficié de travaux de rénovation et de réfection.

"Un cahier des charges spécial sera élaboré pour la gestion de cette structure culturelle", a déclaré la ministre, considérant que "c'est le meilleur moyen de gestion des structures culturelles à caractère économique, avec la garantie d'un contrôle continue par les autorités locales". La salle de cinéma a bénéficié d'une vaste opération d'aménagement intérieur et extérieur ayant touché l'ensemble des structures et porté notamment sur des grands travaux de construction, chauffage, climatisation et autres, augmentant sa capacité d'accueil à 553 places réparties sur deux étages, selon les données fournies à la délégation ministérielle. Les travaux ont nécessité une enveloppe de 140 millions DA, a-t-on ajouté. Mme Bendouda a également inspecté le chantier de réaménagement du vieux Ksar de Taouiyyala (140 km Nord de Laghouat) selon le cachet urbanistique local et ce, pour un montant de 60 millions.

S'étendant sur de 2,5 ha, le vieux Ksar de Taouiyyala a été édifié au 17^{ème} siècle par le cheikh saint patron Salah Abdelkader Ben Mohamed Ben Slimane Bousmaha, appelé Sidi Cheikh, a-t-on expliqué.

Aussi, la première responsable du secteur a présidé une cérémonie de signature de deux conventions de coopération entre la direction de la Culture de la wilaya et l'association du tourisme et la culture "Karfifa", pour l'exploitation des sites du vieux Ksar de Taouiyyala en tant qu'exposition culturelle et touristique et l'association culturelle "Karne-Arif" pour la gestion de la bibliothèque "Saadi Kaddour" de la commune de Brida. Mme Bendouda poursuivra sa tournée dans la wilaya de Laghouat par l'inspection d'autres structures et installations relevant de son département.

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE
DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION DE BLIDA
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ DE PROXIMITÉ DE MOUZAIA

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de l'exécution du plan de gestion des Ressources Humaines Année 2021, le Directeur de l'établissement public de proximité de Mouzaia lance un avis de recrutement dans les grades suivants :

Grade	Nombre de poste	Mode de recrutement	Conditions
Médecin généraliste de santé publique	05	Concours sur titre	Titulaire d'un diplôme de doctorat en médecine ou d'un titre reconnu équivalent.
pharmacien généraliste de santé publique	02	Concours sur titre	Titulaire d'un diplôme de pharmacie ou d'un titre reconnu équivalent.
Chirurgien dentiste généraliste de santé publique.	02	Concours sur titre	Titulaire d'un diplôme de Chirurgien dentiste ou d'un titre reconnu équivalent.
Administrateur	01	Concours sur titre	Sciences juridiques et administratives, Sciences économiques, Sciences financières, Sciences commerciales, Sciences de gestion, Sciences politiques et relations internationales, sociologie sauf spécialité sociologie éducative, psychologie spécialité organisation et travail, Sciences de l'information et de la communication sauf les spécialités presse écrite et audiovisuel, Sciences islamiques spécialité charia et droit.

Dossier à constituer :

- 1- Demande manuscrite de participation.
- 2- Fiche de renseignement dûment rempli par le participant.
- 3- Copie de la pièce d'identité.
- 4- Copie du titre ou diplôme exigé.
- 5- Relevé de notes de cursus de formation.
- 6- Attestation de travail justifiant l'expérience professionnelle acquise par le candidat accompagné d'une attestation d'affiliation délivrée par la caisse Nationale des assurés sociaux, pour le secteur privé, le cas échéant.
- 7- Attestation justifiant la période de travail effectuée par le candidat dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle ou sociale, accompagné des contrats d'insertion.

N.B : Tout dossier incomplet ou parvenu après le délai sera rejeté.

Le dossier doit être déposé au niveau de la Sous Direction des Ressources Humaines de l'établissement public de santé de proximité de Mouzaia dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la première parution de ce présent avis dans les journaux.

PATRIMOINE

Appel à l'exploitation économique du patrimoine culturel pour la promotion du tourisme intérieur

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a insisté, lundi depuis Laghouat, sur l'impérative exploitation économique du patrimoine culturel en vue de promouvoir le tourisme intérieur.

"Le slogan exploitation économique du patrimoine culturel en Algérie doit être concrétisé par la revitalisation des sites patrimoniaux à travers le pays pour la promotion du tourisme domestique", a affirmé Mme Bendouda lors de sa visite dans la wilaya. Soulignant que son secteur s'attelle au recensement du patrimoine matériel et immatériel que recèle le pays et à sa revitalisation en veillant à la préservation de son identité civilisationnelle et historique, la ministre a cité, dans ce sens, les opérations de rénovation des différents palais et monuments.

Mme Bendouda a donné le coup d'envoi du projet de rénovation de la mosquée antique "Sidi Mohamed El-Habib Tidjani" située au Ksar Ain Madhi, pour lequel une enveloppe de 40 millions Da a été débloquée. Les délais du projet sont fixés à une (1) année.

Selon les explications fournies à la délégation ministérielle, le plus important espace en cours de restauration est le lieu de naissance du Cheikh Ahmed

Tidjani "fondateur de la Tidjania". La ministre a également reçu des explications exhaustives sur le projet de réaménagement du ksar "Qourdane" à Ain Madhi et du cimetière de la famille Tidjane.

Le Khalife général de la confrérie, Cheikh Mohamed Ben Ali El-Arabi Tidjani, a reçu la ministre de la Culture et des Arts au siège de la confrérie à Ain Madhi. A cette occasion, le Khalife général de la confrérie a souligné l'importance de prendre en charge les monuments historiques à caractère religieux et spirituel, dont la zaouia Tidjania. La visite de la ministre a été clôturée par l'inauguration du théâtre régional (700 sièges) au chef-lieu de la wilaya. Selon la fiche technique du projet, une enveloppe de 793 millions Da a été consacrée à cette structure culturelle (réalisation et équipement) d'une superficie de 10.600 m². Estimant que le niveau culturel élevé des artistes de la wilaya de Laghouat méritait une structure importante comme le théâtre régional, Mme Bendouda a souhaité qu'elle soit préservée et érigée en pôle de l'art et de la culture au niveaux local, régional, national et même international.

APS

UNIVERSITÉ-TECHNOLOGIE

Huawei dote 5 universités algériennes de salles de formation informatiques

L'entreprise chinoise des télécommunications, Huawei Algérie, a doté cinq universités et établissements du secteur de l'enseignement supérieur, en salles de formation informatiques de "haute performance", indique mardi Huawei dans un communiqué.

Il s'agit de l'Institut national de la Poste et des technologies de l'information et de la communication (INPTIC) d'Eucalyptus à Alger, l'Institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (INTTIC) d'Oran, de l'Université de Saïda, Dr.

Moulay Tahar, de l'Université des sciences et technologies, Houari Boumediene (Alger) et

de l'Ecole nationale supérieure d'informatique d'Alger.

Cette dotation s'inscrit dans le cadre du programme de formation "Algérie Huawei ICT Académie" dédié aux universités et ouvert à l'international, indique de la même source, soulignant que la formation est ouverte aussi bien aux étudiants et aux enseignants qu'aux instructeurs professionnels, bénéficiant ainsi des "dernières technologies de Hua-

wei". A travers ce programme, les étudiants auront un accès facile et direct aux salles de formation de Huawei.

"Cela a créé également une relation plus étroite entre le monde de l'université et l'entreprise et l'employeur (académique et théorique)", explique Huawei Algérie, ajoutant que les universités participantes accèdent à des cours de TIC dispensés par des instructeurs de Huawei agréés.

"En tant que partenaire des universités algériennes dans le domaine des TIC, et par le biais de divers projets d'écosystème de talents, tels que l'ICT compétition, ICT Académie et Seeds for the Future, Huawei répond à l'orientation stratégique de l'Algérie sur la transformation numérique et l'encouragement des jeunes à innover", indique le communiqué, qui relève que les responsables des universités et ins-



tituts concernés par cette opération de donation "ont affiché leur satisfaction quant à l'accompagnement de Huawei envers leurs instituts".

Pour rappel, un mémorandum d'entente avait été signé entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et Huawei Algérie en 2018, visant à la création des "Huawei ICT Academy" dans différents établissements universitaires.

GRANDE BRETAGNE

Le numéro de portable de Boris Johnson en ligne depuis 15 ans (médias)

Le numéro de téléphone portable personnel du Premier ministre britannique Boris Johnson se trouve en accès libre sur internet depuis 15 ans, rapportent vendredi des médias britanniques, soulevant des inquiétudes pour la sécurité nationale au Royaume-Uni.

Ce numéro, qui figure sur un communiqué de presse datant de 2006 quand Boris Johnson était un député de l'opposition, semble être celui que le dirigeant conservateur utilise actuellement, selon la BBC.

Downing Street n'a pas fait de commentaire. La secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, Victoria Atkins, a assuré que le Premier ministre "connaît plus que quiconque ses responsabilités quant il s'agit de sécurité nationale". Cette révélation intervient alors que Boris Johnson est sous un feu croissant d'attaques sur son intégrité,

notamment pour des échanges de SMS qu'il a eus avec l'industriel James Dyson.

Dans ces échanges datant du début de la pandémie en mars 2020, Boris Johnson avait promis de "régler" le statut fiscal des salariés du fabricant d'électroménager devant venir au Royaume-Uni pour produire des respirateurs.

Cette affaire a mis en exergue les liens très proches entre le pouvoir conservateur et des intérêts privés et sa grande disponibilité à répondre directement aux communications des hommes d'affaires. Selon les médias, la haute administration britannique avait déjà recommandé que le Premier ministre change de numéro, sans qu'il y donne suite.

Le fait que le numéro personnel du Premier ministre soit dans domaine public "est important" car "c'est un bien très précieux",

a commenté Peter Ricketts, ancien conseiller à la sécurité nationale du Royaume-Uni, sur la radio BBC.

Il a estimé qu'il était "dans l'intérêt" du dirigeant d'assurer sa sécurité en ligne, comme plus généralement les responsables politiques de haut niveau "dont les conversations téléphoniques sont susceptibles de contenir des éléments sensibles" ou susceptibles d'être la cible de pression ou chantage. La députée travailliste Rachel Hopkins a rappelé sur Twitter avoir soulevé la question du numéro de Boris Johnson lors d'une audition parlementaire cette semaine, "pour des raisons évidentes de sécurité et d'implications en termes de lobbying, mais aussi le risque de chantage".

Parmi les autres scandales secouant le gouvernement, la Commission électorale, régulateur des comptes des partis politiques,

a annoncé mercredi l'ouverture d'une enquête sur le financement de la rénovation de l'appartement que Boris Johnson occupe à Downing Street. Selon les médias, le coût de la rénovation a atteint 200.000 livres (230.000 euros), soit bien plus que les 30.000 livres couverts par les fonds publics.

Autre source d'embarras, des propos prêtés à Boris Johnson, qui aurait dit fin octobre, pour s'opposer à un nouveau confinement, que "à finalement été décréto: "plus de putains de confinements, laissons les corps s'accumuler par milliers".

Moins d'une semaine avant des élections locales le 6 mai, les conservateurs parviennent malgré ces secousses à maintenir une avance de 11 points sur les travaillistes (44% d'intentions de vote contre 33%) selon un sondage YouGov publié jeudi.

aps

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE D'HUSSEIN-DEY
COMMUNE DE KOUBA
NIF N° 41000200001608501011

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 03 /2021

La Commune de KOUBA lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour .Le présent cahier des charges a pour objet :

LOCATION DES CAMIONS BENNES TASSEUSE AVEC CHAUFFEURS AU PROFIT DE LA COMMUNE DE KOUBA

01-LES soumissionnaires admis à participer à l'avis d'appel d'offre sont ceux dont les capacités répondent aux critères sous cités :

Cet appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales, destiné aux entreprises.

Les soumissionnaires admis à concourir sont ceux dont les capacités répondent aux critères sous cités :

1-Capacité professionnelle :
- les soumissionnaires doivent être soit personne morale ou physique possédant registre commerce dans le domaine

2-Capacité financière :
- un minimum la moyenne de chiffre d'affaire des trois dernières années (2017-2018-2019) : 4 000 000,00 DA (justifiées par les bilans financiers et référence bancaires) visés par les services des impôts

3-Capacité technique :
Références professionnelles : ayant fournis une prestation de même nature, Justifiés par des attestations de bonne exécution, délivrés par des maîtres d'ouvrages publics

Moyens matériels :

- camions bennes Tasseuse 12 M³ (justifiées par des cartes grises ou carte jaune a leurs noms y compris et contrôle technique et assurances en cours de validité
- camions bennes Tasseuse 16 M³ (justifiées par des cartes grises ou carte jaune a leurs noms y compris et contrôle technique et assurances en cours de validité

02-DOSSIER DE SOUMMISSION COMPREND :

A) LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENT :

- 1- Une déclaration de candidature (renseigné, cachetée, signée et datée).
- 2- Une déclaration de probité (renseigné, cachetée, signée et datée).

Et le reste des pièces sont énumérées dans le cahier des charges.

B)-L'OFFRE TECHNIQUE CONTIENT :

- 1- Une déclaration à soumettre (renseigné, cachetée, signée et datée).
- 2- le cahier des charges signé et paraphé portant à la dernière page, la mention manuscrite «lu et accepté ».

Et le reste des pièces sont énumérées dans le cahier des charges.

C) L'OFFRE FINANCIERE COMPREND :

- 1-Lettre de soumission (renseigné, cachetée, signée et datée).
- 2- Le bordereau des prix unitaires (BPU). (renseigné, cachetée, signée et datée).
- 3- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) (renseigné, cachetée, signée et datée).

03 - DUREE DE PREPARATION DES OFFRES

La durée de préparation des offres est fixée à 08jours à compter de la date de la 1ère publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou la presse-Le

04-FORME DE L'OFFRE.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparés et cachetés, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention "dossier de candidature" "offre technique" ou "offre financière" selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres, appel d'offres n°....., l'objet de l'appel d'offres.

COMMUNE DE KOUBA
SIS PLACE MOHAMED LAICHAOUI KOUBA
AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 03 /2021
LOCATION DES CAMIONS BENNES TASSEUSE AVEC CHAUFFEURS AU PROFIT DE LA COMMUNE DE KOUBA
« Soumission à n' ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

05-DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOSIT DES OFFRES ET DATE ET HEURE D'OUVERTURE DES PLS :

- Date et heure limite de dépôt des offres : au plus tard à 13h00mn.
- Date et heure d'ouverture des plis : à 13h00mn

06-VALIDITE DE L'OFFRE: le délai de validité de l'offre est égal à la durée de préparation des offres plus 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

NB : TOUTE OFFRE NON CONFORME AU CAHIER DES CHARGES SERA ELIMINEE.

LES SOUMMISSIONNAIRES SONT INVITES A ASSISTER A LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLS QUI AURA LIEU AU SIEGE DE L'APC

EPE / SPA
NIF : 000216001808337
SIEGE SOCIAL : ROUTE NATIONAL N° 5 CINQ MAISONS MOHAMMEDIA-ALGER

DIRECTION OPERATIONNELLE ALGEREST
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONALE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N°06 /AT/DO-ALGER EST /2021

Un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale est lancé pour :

TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CANALISATION FTTx

ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

Le présent appel d'offres s'adresse aux entreprises qualifiées dans le domaine des travaux de génie civil, travaux publics, bâtiments et hydrauliques, de droit algérien ayant des capacités pour la réalisation du projet selon les critères suivants:

Palier 01: pour les lots dont la distance est supérieure à 600 mètres : Seuls les soumissionnaires possédant un certificat de qualification 01 et plus sont appelés à soumissionner.

Palier 02: pour les lots dont la distance est inférieure ou égale à 600 mètres : aucune qualification n'est exigée pour ces lots.

Les représentants des sociétés intéressées peuvent se présenter pour retirer le cahier des charges, accompagnés du cachet de l'entreprise à l'adresse ci-après:

**DIRECTION OPERATIONNELLE ALGER-EST
DEPARTEMENT ACHATS ET LOGISTIQUE
SERVICE ACHATS
02 Rue Djoudjizatouni Hussein Dey/Alger**

Contre le versement auprès de la banque BNA, d'un montant de deux mille dinars (2000 DA), non remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie au compte bancaire : n° 001 00611 0300000014/10.

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou son représentant désigné à cet effet.

Présentation des offres :

Le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant sur chaque enveloppe, la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

- 1- **D'un dossier administratif** : comprend un (1) original en format papier inséré dans une enveloppe portant l'indication sur la référence et l'objet de l'appel d'offres et la mention « Dossier Administratif ».
- 2- **D'une offre technique** : comprend un (1) original en format papier inséré dans une enveloppe portant l'indication sur la référence et l'objet de l'appel d'offres et la mention « Offre technique ».
- 3- **D'une offre financière** : comprend un (1) original en format papier inséré dans une enveloppe portant l'indication sur la référence et l'objet de l'appel d'offres et la mention « Offre financière ».

Les Trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant uniquement les mentions suivantes :

**ALGERIE TELECOM SPA-
DIRECTION OPERATIONNELLE D'ALGER EST
APPEL D'OFFRES NATIONALE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°
06/AT/DO-ALGER-EST/2021
TRAVAUX DE MAINTENANCE ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CANALISATION FTTx A
N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES
OFFRES »**

La durée accordée pour la préparation des offres est de quinze (15) jours à partir du premier affichage sur le site web.

La date et heure limites de dépôt des offres sont fixées au dernier jour de préparation des offres 08h00 à 14h00. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires qui parviennent après la date de dépôt des plis ne seront pas prises en considération. Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 à l'adresse précitée.

Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de 180 jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

FÉDÉRATIONS DE NATATION ET DE GYMNASTIQUE

Partenariat pour la relance du plongeon en Algérie

La Fédération algérienne de natation (FAN) et celle de gymnastique (FAG) ont signé lundi à Alger un accord de partenariat pour la relance de la pratique du plongeon en Algérie et la formation, à terme, d'une sélection nationale en mesure de prendre part aux différentes compétitions à moyen et long termes.

Cet accord quadriennal, signé en présence de la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite Salima Souakri, "traduit l'ambition commune des deux parties à fédérer leurs efforts, moyens et savoir-faire à l'effet de promouvoir cette discipline en Algérie", ont-elles indiqué. Se félicitant de la conclusion de ce partenariat, Mme Souakri a mis en exergue les efforts louables entrepris par les deux Fédérations et qui ont abouti à la signature de cet accord, le premier du genre en Algérie.

"Le mouvement sportif national a grandement besoin de ce genre d'initiative qui rend service au sport en général et au sport d'élite en particulier, et qui favorise en outre la promotion et le développement du sport en vue d'honorer les couleurs nationales dans les rendez-vous internationaux", a souligné la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite. De son côté, le président de la Fédération algérienne de gymnastique, Sofiane Zahi, a exprimé sa "grande satisfaction", pour cette opération accomplie de concert avec son homologue de la natation, Hakim Boughadou et qui "va poser les jalons d'un avenir prometteur à la discipline du plongeon et aux athlètes".

"La discipline du plongeon constitue une nouvelle opportunité pour les athlètes algériens pour démontrer leurs aptitudes et relever de nouveaux défis dans leur parcours sportif", a estimé Zahi, ajoutant que la Fédération de gymnastique ne ménagera aucun effort pour contribuer à la relance de la discipline en question, et ce en mettant à la disposition de la Fédération de natation, l'ensemble de ses infrastructures sportives.

Un même sentiment de satisfaction a été exprimé par le président de l'instance fédérale de natation, Hakim Boughadou, qui a révélé que ce partenariat "ouvre de nouvelles perspectives aux athlètes et techniciens des deux Fédérations, et qui vont ainsi redécouvrir une discipline ancienne mais qui a été, malheureusement, plus ou moins oubliée."

L'objectif visé à travers ce partenariat, a conclu Boughadou, est de parvenir à former une élite performante en mesure de prendre part aux rendez-vous continentaux à moyen et long termes.

SPORT

L'Algérie déjà à la recherche de jeunes talents, en vue des JO de Paris 2024

Les représentants de douze fédérations sportives algériennes se sont réunis dimanche avec Salima Souakri, la Secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, pour tracer les grandes lignes d'un projet, consistant à détecter et à former de nouveaux jeunes talents, en vue des prochains grands événements internationaux, dont les Jeux olympiques de Paris 2024.

Les douze disciplines sportives en question sont : le Judo, le karaté, la boxe, la voile, l'aviation, la natation, la gymnastique, le cyclisme, le taekwondo, la lutte, l'athlétisme et l'haltérophilie. Le projet consiste en la détection d'une centaine de jeunes talents sportifs (garçons et filles), âgés entre 14 et 20 ans, et qui adhèrent à l'une des douze disciplines sportives suscités. "Ces athlètes seront choisis sur la bases des résultats qu'ils auront préalablement réussi au niveau national, régional, ou international, et qui seront considérés comme suffisamment bons pour leur valoir le statut de jeunes talents à suivre" a expliqué Souakri, en ajoutant qu'après ce travail



de prospection, le projet se poursuivra, en offrant à ces jeunes athlètes l'encadrement et la prise en charge adéquats. "Ces jeunes sportifs seront accueillis pendant quatre ans

dans les différents centres de regroupement et de préparation dont dispose le secteur, où ils recevront une formation appropriée, à tous les niveaux : physique, technique et péda-

gogique, tout en leur offrant un bon suivi médical" a détaillé la Secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite. Sur le court terme, l'objectif de ces sportifs sera de bien représenter les couleurs nationales aux Jeux méditerranéens de 2022 à Oran. Sur le long terme, il sera question d'essayer de rééditer le même exploit aux Jeux olympiques de Paris, en 2024. Ainsi, lors de sa réunion avec les représentants des douze fédérations sportives suscités, Salima Souakri a demandé à ce qu'il soit rapidement procédé au travail de prospection, pour établir la liste des jeunes talents à suivre, et pouvoir ainsi entamer leur formation dans les meilleurs délais.

LIGUE AFRICAINE DE BASKET

Le GS Pétroliers s'envole pour Kigali

Le GS Pétroliers, représentant algérien en Ligue africaine de basket-ball (BAL), dont la saison inaugurale est prévue du 16 au 30 mai à Kigali, rallie lundi la capitale rwandaise afin de respecter la quarantaine imposée par les organisateurs aux 12 équipes participantes, pour faire face à la pandémie de Covid-19.

Dans une déclaration à l'APS avant le départ pour Kigali, le coach des Pétroliers, Sofiane Boulahia, a indiqué que son équipe fera escale à Doha (Qatar) avant de rallier la capitale rwandaise, où les équipes ont commencé à arriver. "Afin de faire face aux risques de contamination, la BAL a créé une bulle à Kigali avec un protocole sanitaire très strict pour les 12 équipes participantes, basé sur les orientations de l'Organisation mondiale de la santé", a-t-il indiqué.

"Nous reprendrons les entraînements collectifs le 11 mai et des matchs d'application (scrimmages) sont prévus du 13

au 15 mai. J'espère que nous aurons l'opportunité d'en jouer avant le début du tournoi", a-t-il ajouté. Côté effectif, le coach des Pétroliers a indiqué que son groupe a été renforcé par l'international algérien Mohamed Harat, élu meilleur joueur étranger de la Ligue saoudienne de basket (SBL) pour la saison 2020-2021 avec d'excellentes statistiques (29,1 pts, 17,1 rebonds et 4,4 passes).

Pour cette première édition de la BAL, une nouvelle ligue professionnelle fruit d'un partenariat historique entre la Fédération internationale (FIBA) et la Ligue nord-américaine (NBA), reportée à plusieurs reprises à cause de la pandémie de coronavirus, les organisateurs ont dévoilé un nouveau format de compétition ajusté qui comptera 26 matchs au total.

Le tournoi débutera avec une phase de groupes (trois groupes de quatre équipes). Le GS Pétroliers évoluera dans le groupe C, aux côtés du Zamalek

d'Egypte, de l'AS Douanes du Sénégal et de Ferroviário Maputo du Mozambique. "Nous sommes la seule équipe à l'arrêt depuis un an. Les trois autres équipes de notre groupe ont repris la compétition dans leur pays respectif. Nous ferons le maximum pour représenter dignement le basket-ball algérien", a assuré Boulahia. Le groupe A est composé de l'US Monastir de Tunisie, de Rivers Hoopers du Nigeria, du GNBC de Madagascar et des Patriots du Rwanda, alors que l'AS Salé du Maroc, l'AS Police du Mali, les FAP du Cameroun et Petro Luanda d'Angola forment le groupe B. Les huit meilleures équipes de la phase de groupe s, soit les deux premiers de chaque poule et les deux meilleurs troisièmes, se qualifieront pour la phase finale à élimination directe. La finale de la BAL a été programmée le 30 mai dans la Kigali Arena, qui abritera toutes les rencontres du tournoi.

TOURNOI DE KAZAN QUALIFICATIF AUX JO DE TOKYO

Trois judokas algériens en lice

Trois judokas algériens sont à pied d'œuvre à Kazan pour participer au Grand Slam prévu du 5 au 7 mai dans cette ville russe et qui est qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de judo.

Dans ce tournoi international regroupant 409 athlètes (245 hommes, 164 dames) de 79 pays dont 14 africains, l'Algérie est représentée par Amina Belkadi (-63 kg), Sonia Asselah (+78 kg) et Abderrahmane Benamadi (-90 kg). Le duo féminin Belkadi et Asselah avait effectué un stage de prépara-

tion au centre de préparation de Souidania (Alger) du 20 avril au 1er mai, alors que leur coéquipier Benamadi a fourbi ses armes du 18 avril au 3 mai à Tachkent en Ouzbékistan d'où il a rallié Kazan, capitale de la république du Tatarstan.

Au rendez-vous de Kazan, l'objectif des judokas algériens est de gagner un maximum de points en vue d'une qualification aux JO-2020 de Tokyo, repoussés à 2021 en raison de la pandémie de Covid-19. Selon le programme de la compétition, Amina Belkadi (-63 kg) affrontera au premier tour

la Sud-Coréenne Mokhee Cho puis la Brésilienne Ketle yn Quadros en cas de qualification.

Dans la catégorie des -78 kg, Sonia Asselah, exemptée du premier tour, affrontera au second la Croate Ivana Maranic. Chez les messieurs, Benamadi (-90 kg) affrontera le Serbe Nemanja Majdov. En cas de victoire, il croisera le fer avec le Géorgien Imeda Gogoladze. Le Grand Slam-2021 de Kazan a remplacé, rappelle-t-on, celui de Paris qui avait été annulé en raison de la pandémie.

CYCLISME/ TOUR DU RWANDA 2021 (3^E ÉTAPE)

Lagab prend la 32^e place, Boileau s'impose de nouveau

Le cycliste algérien Azzedine Lagab a terminé à la 32e place de la troisième étape du tour international du Rwanda 2021 (2-9 mai), course mardi entre Nyanza et Gicumbi sur une distance de 171,6 km, alors que le Français Boileau Alan s'est adjugé au sprint final la victoire de l'étape. Le Français (21 ans) dont c'est le deuxième succès de suite après celui de lundi, a réalisé un temps de 4h23:57 devant le Colombien Quintero Norena et le Canadien Piccoli James, crédités du même temps. De son côté, l'Algérien Azzedine Lagab a terminé à la 32e place avec un temps de 4h30:14, soit à plus de six minutes du vainqueur de l'étape. Au classement général, le Colombien Sanchez Vergara (Team Medellín), vainqueur dimanche de la première étape, a récupéré son maillot jaune de leader. Outre Lagab, quatre autres cyclistes algériens sont présents au Rwanda : Saidi Nacim, Hamza Mansouri, Ayoub Sahiri et Mohamed Amine Nehari. La 4e étape prévue mercredi mènera le peloton de Kigali à Musanze sur une distance de 123,9 km. Organisé depuis 1988, le Tour du Rwanda était une course amateur, jusqu'en 2009. L'année dernière, après 10 ans en catégorie 2.1, l'UCI lui a donné le badge pour le 2.2. La précédente édition a été remportée par l'Erythréen Natnael Tesfatsion.

TENNIS

Barty remporte le duel de lauréates de Roland-Garros contre Swiatek

La N.1 mondiale, l'Australienne Ashleigh Barty a remporté 7-5, 6-4 le duel entre les deux dernières lauréates de Roland-Garros aux dépens de la Polonaise Iga Swiatek (17e) pour se hisser en quarts de finale du tournoi de Madrid lundi. Barty, forte de son titre à Stuttgart (Allemagne) dimanche dernier, affrontera Petra Kvitová (12e) pour une place dans le dernier carré. Si l'Australienne, lauréate du Grand Chelem parisien en 2019, avait préféré rester dans son pays par précaution quand le circuit a repris ses droits l'été dernier au temps de la pandémie, elle tire pleinement profit de sa décision de voyager de nouveau: depuis qu'elle a quitté son pays en mars, elle s'est également imposée à Miami. Avant cette semaine madrilène, Swiatek n'avait plus joué sur terre battue depuis son sacre à Paris à l'automne dernier et, en comptant ses deux premiers matches

du tournoi, elle restait sur 18 sets remportés consécutivement sur la surface. La jeune Polonaise a d'ailleurs pris le meilleur départ, jusqu'à mener 3-0. Mais Barty a progressivement gagné en efficacité et en précision, tant au service qu'avec son redoutable revers slicé pour inverser la tendance dans le premier set. Puis pour s'emparer une dernière fois du service de son adversaire dès le début de la seconde manche, et s'imposer en un peu plus d'une heure et demie. "On a toutes les deux eu besoin d'un temps d'adaptation pendant la première demi-heure", du fait que les deux joueuses s'affrontaient pour la première fois, explique la N.1 mondiale. "Ca m'a pris un peu de temps de m'habituer à la frappe d'Iga. J'ai dû ajuster mon plan de jeu en temps réel. Après, c'est devenu beaucoup plus clair et j'ai pu davantage contrôler le match comme je le voulais."

LIGUE 1 - CR BELOUZDAD

Le Tunisien Karim Bensalem Sebaï renforce le staff technique

Le technicien tunisien Karim Bensalem Sebaï a renforcé le staff technique du CR Belouizdad, dirigé désormais par le nouvel entraîneur serbe Zoran Manojlovic, depuis dimanche à Alger pour entamer ses fonctions, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football lundi soir dans un communiqué.

"Le technicien tunisien âgé de 41 ans avait déjà exercé son métier en compagnie de Zoran Manojlovic, notamment au Wydad Casablanca et au Hilal du Soudan", précise la même source sur sa page officielle Facebook. Outre ses expériences sur le banc du WAC et d'Al-Hilal, le Serbe de 59 ans avait déjà dirigé d'autres formations du continent, dont Primeiro Agosto en Angola (2018-2019).

Il a été engagé pour remplacer le Français Franck Dumas (53 ans), arrivé sur le banc du CRB en janvier 2020 pour un contrat de deux saisons, avant de partir fin mars dernier.

Le CRB, qui reste sur une défaite à domicile contre l'USM Alger (0-1) en match de mise à jour du calendrier, occupe



actuellement la quatrième place au classement général de la Ligue 1, avec 33 points, soit à neuf longueurs de l'ac-

tuel le ader, l'ES Sétif. Le Chabab reçoit mardi soir l'AS Ain M'lila exceptionnellement au stade Omar-Hamadi (22h30),

dans le cadre de la 20e journée de championnat, marquant le début de la deuxième partie de la saison.

LIGUE 1 - MC ALGER

Le Ghanéen Joseph Esso qualifié par la LFP



L'attaquant international ghanéen Joseph Esso (24 ans), fraîchement arrivé au MC Al-

ger, est officiellement qualifié par la Ligue de football professionnel (LFP) et pourra si-

gner ses grands débuts dès le match de mardi soir à domicile face à l'USM Bel-Abbès (22h30), dans le cadre de la 20e journée de championnat, a annoncé le club.

"La direction tient à informer les supporters du club que la licence du joueur Joseph Esso a été retirée, et est officiellement qualifié au sein du MCA après l'accomplissement de toutes les procédures administratives.

Le joueur est concerné par le match face à l'USMBA et sera mis à la disposition du staff technique", a indiqué le club algérois sur sa page officielle Facebook.

Joseph Esso s'est engagé en mars dernier pour un contrat de trois saisons avec le MCA, en provenance de Dreams FC (Div. 1 ghanéenne). Deuxième meilleur buteur du championnat ghanéen avec 11 réalisations,

Esso a été convoqué avec la sélection du Ghana lors des deux derniers matchs des qualifications de la CAN-2021, décalée à 2022, disputés entre le 24 et 30 mars.

Avant de rejoindre Dreams FC en 2019, il avait évolué auparavant à Ebusua Dwarfs et Hearts of Oak.

Outre Esso, le MCA a également engagé durant le dernier mercato le milieu offensif de l'ASO Chlef Fathallah Tahar pour un contrat de deux ans et demi.

Au terme de la phase aller de la compétition, le MCA pointe à la 7e place au classement avec 31 points, en compagnie de l'USM Alger et de l'AS Ain M'lila.

Toujours engagé en Ligue des champions d'Afrique, le Mouloudia rencontrera en quarts de finale les Marocains du Wydad Casablanca.

COUPE ARABE DES NATIONS (U20)

L'équipe algérienne en stage de présélection

La sélection algérienne des moins de 20 ans (U20) effectuera un stage de présélection du 6 au 9 mai à Alger en vue de la Coupe arabe des nations de la catégorie prévue du 17 juin au 3 juillet 2021 en Egypte, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) mardi.

Le sélectionneur national des U20, Mohamed Lacete, a retenu un effectif de 32 joueurs pour une présélection, précise

la même source. Composée des joueurs nés en 2003, la sélection nationale U20 est attendue jeudi à 14h00 pour entrer en stage.

Le staff technique national a programmé une séance d'entraînement à 22h30 alors que pour les journées de vendredi et samedi, deux rencontres amicales sont prévues au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa.

La dernière sortie de la sélection algérienne des moins de 20 ans remonte au mois de décembre 2020 à l'occasion du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la CAN-2021 en Mauritanie.

Les juniors algériens n'avaient pas réussi à décrocher leur billet qualificatif après avoir terminé à la 4e et dernière place avec un seul point.

LIGUE DES CHAMPIONS (1/4 DE FINALE - ALLER)

CRB - ES Tunis fixé au 14 mai au stade du 5-juillet (club)

Le match CR Belouizdad - ES Tunis, comptant pour les quarts de finale (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football, se jouera le vendredi 14 mai au stade olympique du 5-juillet (20h00), a annoncé le club algérois mardi dans un com-

munié. La seconde manche est programmée, quant à elle, le samedi 22 mai au stade Hamadi Agrbi à Radès (20h00, algériennes), précise la même source.

En cas de qualification pour les demi-finales (aller : 18-19-20 juin, retour : 25-26-27 juin),

le CRB sera opposé au vainqueur de la double confrontation entre Al-Ahly du Caire (Egypte) et Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud).

L'autre représentant algérien dans cette prestigieuse épreuve le MC Alger, affrontera les Marocains du Wydad de

Casablanca. Le match aller aura lieu à Alger, alors que la seconde manche se jouera à Casablanca. Le "Doyen" défiera, dans le dernier carré, le vainqueur des deux manches entre Kaizer Chiefs (Afrique du Sud) et Simba SC (Tanzanie).

LIGUE 1

Un mois de suspension ferme pour l'entraîneur du CABBA Cherdoud Moufdi (LFP)

L'entraîneur du CABBA Arreridj (Ligue 1 algérienne) Cherdoud Moufdi, a écopé d'un mois de suspension ferme (interdiction de terrain et des vestiaires) pour "propos injurieux portant atteinte à la dignité et à l'honneur", a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel.

Outre cette sanction, le technicien bordjien devra s'acquitter d'une amende de 100.000 dinars, en sus de l'avertissement reçu lors de la rencontre comptabilisé comme simple avertissement, précise la même source. De son côté, le CR Belouizdad a écopé d'une amende de 400.000 dinars pour "non-respect du protocole sanitaire" et "absence d'entraîneur en chef sur la main courante".

L'USM Alger, quant à elle, devra payer une amende de 200.000 dinars pour "non-respect du protocole sanitaire".

Enfin, le joueur de l'ES Sétif Degh-moum Abderrahim, s'est vu infliger un match de suspension ferme plus 30.000 dinars d'amende pour "contestation de décision". Ces décisions ont été prononcées à la lumière des rapports des arbitres, relatifs aux matchs des 1/8 de finale de la Coupe de la Ligue professionnelle, et les matchs de mise à jour de la 18ème journée du championnat de Ligue 1.

L'ancien international algérien Kamel Tchabli n'est plus

L'ancien international algérien de l'USM Alger, Kamel Tchabli, est décédé à l'âge de 74 ans, a annoncé lundi soir le club algérois, où il a joué durant la majeure partie de sa carrière footballistique. Après avoir évolué à l'AS Saint-Eugène et à l'Olympique Musulman de Saint-Eugène, c'est au club de Soustara que le défunt, un ailier droit racé, s'est illustré durant huit longues saisons.

Il avait participé à la finale de la Coupe maghrébine des vainqueurs de coupe, perdue contre le club marocain de la Renaissance de Settat (2-1). Sur les sept finales de Coupe d'Algérie que l'USMA avait jouées au moment où il était dans ses rangs, il n'en avait participé qu'à deux, perdues face au CRB et au MCA.

Tchalabi a fait partie de l'équipe championne de la Division 2, obtenant ainsi son accession en D1 en 1974. Après avoir raccroché les crampons, le natif de Bologhine (Alger) a embrassé la carrière d'entraîneur au niveau de plusieurs clubs de la région algéroise à partir de la saison 1978-1979. Gendarme de son état, il a coaché l'équipe de la Gendarmerie nationale avec laquelle il a atteint à deux reprises la finale de la Coupe d'Algérie (1990 et 2003) et l'équipe nationale militaire qu'il a conduite jusqu'en demi-finales de la Coupe d'Afrique militaire en 2004 et en finale de la Coupe du monde militaire en 2005.

ELIMINATOIRES CAN 2022 DAMES La sélection algérienne poursuit son stage à Alger

La sélection nationale féminine A, sous la conduite de la sélectionneuse Radia Fertoul, poursuit son stage de préparation au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger) en prévision des prochaines échéances officielles, a indiqué la FAF.

La journée de lundi a été mise à profit pour faire reposer les joueuses et consacrer ce temps de répit pour la récupération et à deux séances vidéo : la première dans l'après-midi (17h00) où Fertoul a abordé la dernière CAN 2018 pour décortiquer les différentes phases de jeu des matchs des Verts et la seconde dans la soirée (22h00) pour, cette fois, parler tactique et mises en place.

Pour mardi, la journée sera plutôt chargée avec la reprise d'un nouveau micro-cycle. Avant le 1^{er} tour, une séance de préservation et de renforcement est prévue entre 18h00-19h00, soit après la séance vidéo habituelle.

Dans la soirée (23h00), les coéquipières de Bensenouci seront conviées à un entraînement sur le terrain T1 en gazon naturel, qui durera entre 19h30 et 21h00.

La sélection nationale poursuivra son travail de préparation jusqu'au 10 mai avant de libérer les joueuses qui devront prendre part aux play-offs du championnat avec leurs clubs respectifs.

C'est le second regroupement de suite des footballeuses algériennes après celui effectué du 3 au 8 avril toujours à Sidi Moussa. 28 joueuses prennent part à ce deuxième stage, contre 34 lors du premier stage.

La sélection nationale féminine se prépare pour les prochaines échéances, notamment les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2022 dont la phase finale aura lieu au Maroc ainsi que la Coupe arabe des nations prévue du 26 août au 16 septembre prochains au Caire (Egypte).

PANDÉMIE L'UEFA autorise 26 joueurs par sélection pour l'Euro-2020

L'UEFA a autorisé mardi les équipes disputant le prochain Euro (11 juin-11 juillet) à convoquer 26 joueurs au lieu de 23 habituellement, pour faire face aux risques de contamination au Covid-19 et de quarantaine.

En revanche et pour se conformer aux Lois du football régies par l'International Board (Ifab), seuls 23 joueurs devront figurer sur la feuille de match "pour chaque rencontre", précise l'instance européenne dans un communiqué.

Les sélectionneurs ont jusqu'au 1er juin pour soumettre à l'UEFA leur liste des 26.

Entre cette date et leur premier match, ils pourront librement remplacer un joueur en cas de "blessure ou de maladie sérieuses", attestées médicalement.

"Par souci de clarté, les joueurs qui ont été testés positifs au Covid-19" ou ceux qui ont été placés à l'isolement en tant que "cas contact" entrent dans la catégorie des "maladies sérieuses", ajoute l'UEFA.

Par ailleurs, les gardiens pourront être remplacés avant chaque match "en cas d'incapacité physique, même si un ou deux gardiens de la liste sont encore disponibles", a décidé le comité exécutif.

APS

MONDIAL-2022

Le début des qualifications africaines pourrait être reporté à septembre (médias)

La Confédération africaine de football (CAF) envisage de repousser les deux premières journées de qualification au Mondial-2022 de juin à septembre car de nombreux stades ne sont pas homologués, ont indiqué mardi des sources internes à plusieurs fédérations, citées par des agences de presse.

"Le comité d'urgence de la CAF a validé lundi la décision, nous attendons la validation du comité exécutif" le 15 mai, explique à l'AFP un président de fédération. D'autres dirigeants du football africain ont confirmé cette décision.

Interrogée, la CAF n'a pas confirmé et a annoncé "communiquer dans la journée" sur le sujet.

Les six journées de qualifications seraient étalées deux par deux en septembre, octobre et novembre, puis les barrages au mois de mars, après la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) au Cameroun, initialement prévue en 2021 mais décalée à 2022 par la pandémie, selon les mêmes sources. Ce report de dernière minute, à quatre semaines du début des qualifications, est motivé par l'absence de stades approuvés par la CAF dans 22 des 54 pays membres de la Confédération, selon une liste qu'a pu consulter l'AFP.

Cette liste a été validée lundi par le Comité d'urgence de la CAF, réuni à Abidjan (Côte d'Ivoire), où se trouvait également le président de la Fédération internationale



(Fifa), Gianni Infantino.

Parmi ces pays le Sénégal, finaliste de la CAN-2019, le Mali ou le Burkina Faso, par exemple, ne pourraient pas jouer à domicile leurs matches lors de ces deux premières journées si elles se jouent en juin.

Pour rappel, le stade Mustapha Tchaker de Blida devant abriter les matches de l'équipe nationale d'Algérie aux éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar, a

été homologué par la Confédération africaine (CAF).

Aucun stade n'est homologué non plus en Sierra Leone, qui doit jouer un match décalé de qualification à la CAN contre le Bénin en juin.

"En période de restriction sanitaire, alors que la plupart des matches se jouent à huis-clos, la décision de la CAF est surprenante", estime pour l'AFP Gaël Mahé, dont la société Sport Global Manage-

ment organise des matches internationaux, notamment en Afrique.

"Elle oblige aussi 22 fédérations sans stade homologué à se mettre à l'ouvrage.

Le délai de trois mois permettrait d'opérer quelques travaux d'urgence, par exemple au stade Léopold Sédar Senghor de Dakar en attendant que le stade olympique de la ville nouvelle de Diamniadio soit achevé, en 2022", poursuit l'agent.

ELIMINATOIRES MONDIAL-2022

Le stade de Thiès (Sénégal) pas homologué par la CAF

Le stade Lat Dior de Thiès (Sénégal) est exclu des stades homologués par la Confédération africaine de football (CAF) pour abriter les matches des deux premières journées des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 en juin, rapporte l'agence sénégalaise APS.

L'infrastructure sportive qui ne disposait que d'une homologation provisoire de la CAF, servait de base de repli pour les matches du Sénégal et des clubs sénégalais évoluant en compétitions interclubs.

Par conséquent, le Sénégal serait obligé de se rabattre sur une autre pelouse contre le Togo, comptant pour le premier tour éliminatoire de la Coupe du monde 2022.

A la suspension du stade Léopold Sédar-Senghor après des incidents intervenus lors du match contre la Côte d'Ivoire en éliminatoires de la CAN 2013, le Sénégal avait décidé de jouer dans un premier temps à Conakry (Guinée) avant de choisir le Maroc.

Les Lions ont joué contre les Cranes de l'Ouganda à Marrakech (1-0) et contre la Côte d'Ivoire à Casablanca (1-1).

Par contre, les deux adversaires de poule du Sénégal, à savoir le Togo et le Congo, en éliminatoires de la Coupe



du monde, joueront à domicile respectivement au stade Kégué et au stade Massamba-Débat.

C'est dans cette dernière infrastructure où les Lions sénégalais avaient joué contre les Diables Rouges en mars dernier lors de la 5ème journée des

éliminatoires de la CAN 2021. L'autre équipe de la poule, la Namibie qui doit recevoir pour la première journée le Congo, sera obligée de trouver un stade de repli, son stade étant suspendu parce que ne répondant pas aux normes.

LIGUE 1

La LFP fixe les dates des 21e et 22e journées

La Ligue de football professionnel (LFP), a fixé lundi les dates de la 21e et 22e journée du championnat de Ligue 1 de football, dans un communiqué publié sur son site officiel.

Ainsi, la 21e journée se

jouera le samedi 15 ou dimanche 16 mai (4e journée de l'Aid), alors que la 22e journée aura lieu le samedi 22 mai, précise la LFP, soulignant que "les horaires des rencontres seront communiqués prochainement". La 20e jour-

née de la compétition, marquant le début de la saison, se jouera ce mardi, avec en tête d'affiche le choc entre le leader l'ES Sétif et l'USM Alger, prévu au stade du 8-mai 1945 de Sétif (22h30). A l'issue

de la 20e journée, il sera question du déroulement de la suite des 1/8e de finale de la Coupe de la Ligue professionnelle, prévue le samedi 8 mai, avec au menu le "big derby" de la capitale entre l'USM Alger et le MC Alger.

**ANDERLECHT
VISERAIT ABERGEL**

Anderlecht souhaiterait s'attacher les services de Laurent Abergel (28 ans), à l'occasion du mercato estival. D'après les renseignements publiés par Le 10 Sport, le club belge envisage de faire une proposition pour recruter le milieu de terrain lorientais, cet été. Il aurait particulièrement apprécié ses performances, cette saison. Le média précise que plusieurs clubs français et européens sont attentifs à sa situation. Sous contrat jusqu'en juin 2023, le joueur formé à l'OM a réalisé de bonnes prestations, depuis l'été dernier. Il a notamment marqué 3 buts, dont 1 contre le PSG et donné 1 passe décisive en 35 apparitions en championnat. Ses dirigeants, qui l'avaient recruté pour 500 000 € en juillet 2019, ne devraient pas être trop gourmands pour le laisser partir. Abergel n'a disputé que 2 matchs avec l'OM, entre 2013 et 2015. Il a ensuite défendu les couleurs de l'AC Ajaccio et de Nancy.



**GARETH BALE
POURRAIT
RESTER À
TOTTENHAM**

Alors qu'il est censé quitter Tottenham à la fin de la saison, Gareth Bale pourrait prolonger son prêt chez les Spurs.

Pas dans les plans de Zidane cette saison, Gareth Bale a été contraint de quitter le Real Madrid pendant quelques temps pour pouvoir jouer au football. Le Gallois est retourné cette saison en prêt chez son ancien club, là où il a commencé à briller et où il s'est fait repérer par les Madrilènes, à Tottenham.

Annoncé sur le déclin, l'attaquant de 31 ans réalise une saison en demi-teinte avec 14 buts en 31 matchs toutes compétitions confondues. Un bilan honorable, ponctué d'un triplé ce week-end contre Sheffield United (4-0), qui pourrait convaincre les dirigeants du club anglais de tenter de prolonger le prêt de Bale pour la saison 2021-2022 et le laisser continuer à jouer en Premier League. Selon les informations du Daily Mail, les Spurs ont déjà tenté de négocier avec le Real Madrid une option avec une priorité sur les autres clubs pour prolonger le prêt du Gallois lors du prochain mercato estival.

Si cette option se met en place, Gareth Bale jouerait sa dernière année de contrat avec les Merengue à Tottenham et serait libre de signer où il le souhaite à la fin de la saison prochaine. Le Real veut s'en débarrasser et Tottenham est persuadé de pouvoir le relancer ? Un deal pourrait alors se produire.

**VIDAL
UN RECORD
FOU**

Après neuf saisons d'hégémonie de la Juventus Turin en Serie A, cette série s'est achevée cette année, suite au sacre de l'Inter Milan. Permettant à Arturo Vidal de décrocher un record fou.

L'Inter Milan, au terme d'une saison de patron, a décroché le titre en Serie A ce weekend, mettant ainsi fin à neuf saisons de règne de la Juventus Turin. Outre ce sacre des hommes d'Antonio Conte, les Nerazzurri ont permis à Arturo Vidal de poursuivre une série absolument folle depuis la saison 2011-2012, entamée sous les couleurs des... Bianconeri.

Grâce au titre remporté par l'Inter Milan en Serie A cette saison, Arturo Vidal a décroché son neuvième championnat, en dix saisons. En effet, le milieu chilien a donc glané un titre par saison, hormis celle de 2020-2021 sous les couleurs du Barça, où le Real Madrid l'avait emporté en Liga. Une série folle débutée à la Juventus Turin, en gagnant 4 championnats consécutifs (2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015), avant d'arriver au Bayern Munich et de réaliser un triplé en Bundesliga (2015-2016-2016-2017-2017-2018), puis de la poursuivre au Barça (2018-2019). Enfin, le dernier championnat remporté en date, la Serie A avec l'Inter (2020-2021). Beau palmarès.

**Le prix demandé
pour Sancho dévoilé**

Les dirigeants du Borussia Dortmund auraient fixé le tarif d'un possible transfert de Jadon Sancho (21 ans). D'après les renseignements publiés par le journaliste Fabrizio Romano, le BVB attend 120 millions d'euros pour laisser filer son attaquant, à l'occasion du mercato estival. Il serait donc disposé à le laisser partir en cas de bonne proposition, bien que son contrat coure jusqu'en juin 2023. Pour rappel, l'international anglais (18 sélections, 3 buts) a marqué 12 buts et donné 18 passes décisives en 34 apparitions, toutes compétitions confondues, cette saison. Il serait dans le collimateur de nombreux clubs, dont le PSG et Manchester United. Le reste maintenant à voir s'ils seraient en mesure de signer un chèque aussi important, dans le contexte économique actuel très difficile. Michael Zorc, le directeur sportif de Dortmund, s'était exprimé sur la situation de son attaquant, samedi.



**DA SILVA VA
QUITTER RENNES**

Capitaine du Stade Rennais, Damien Da Silva est sur le départ à Rennes. Bien installé aux côtés de Nayef Aguerd, l'ancien caennais arrive en fin de contrat. Les discussions ont déjà débuté pour une prolongation, mais le désaccord serait total, notamment en ce qui concerne l'offre du club breton. Selon France Football, le dialogue est coupé et il ne fait aucun doute que le défenseur central va changer d'air cet été. Il est courtisé par deux clubs français, mais pas Bordeaux, un temps annoncé, et trois clubs européens. Damien Da Silva était arrivé à Rennes en 2018 en provenance de Caen, et a disputé depuis plus de 100 matchs sous le maillot rennais.

**Nice ne lâche
pas Lingard**

Prêté finalement à West Ham par Manchester United, Jesse Lingard n'a donc pas découvert la Ligue 1 comme Joe Cole dans le passé à Lille. Mais l'international anglais pourrait toutefois débarquer en France l'été prochain si l'OGC Nice arrive à le convaincre. Le club français envisagerait toujours de recruter l'international anglais qui a retrouvé des couleurs depuis qu'il évolue sous les couleurs des Hammers depuis janvier dernier.

Selon Sky Sports, les dirigeants du club français seraient toujours en contact avec Manchester United pour évoquer la possibilité d'un prêt ou d'un transfert. Sur ce dossier, les Aiglons vont devoir faire face à la concurrence de West Ham. Très satisfait du joueur, David Moyes, le manager des Hammers, a fait savoir qu'il aimerait conserver le joueur définitivement.

Le classement final du club londonien pourrait être déterminant dans le choix du joueur alors que l'équipe de l'Est londonien est encore en lice pour se qualifier pour la prochaine Ligue des Champions. Sous contrat avec Manchester United jusqu'en juin 2022, Jesse Lingard est valorisé seulement 15 millions d'euros par Transfermarkt.



JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

M. Djerad félicite la famille des médias

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a félicité lundi la famille des médias à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, affirmant que la presse nationale vit une mutation "qualitative" imposée par "l'environnement numérique et ses enjeux".

"Nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de la liberté de la presse, et la presse nationale vit une mutation qualitative imposée par l'environnement numérique et ses enjeux, dont la lutte contre les Fake News et l'instauration d'un espace pour un dialogue responsable et équilibré en vue d'éclairer l'opinion publique", a tweeté le Premier ministre. "Mes félicitations à la famille de la presse. Tous mes vœux de succès aux journalistes pour faire parvenir leur message", a ajouté M. Djerad.



39^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE MOHAMED SEDDIK BENYAHIA

M. Boukadoum rappelle les qualités du Chahid de la diplomatie algérienne

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a rappelé, dimanche à l'occasion de la célébration du 39^e anniversaire de la disparition du moudjahid, diplomate et ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Seddik Benyahia, les qualités du défunt qui a voué sa vie au service de la patrie.

Dans son allocution à l'occasion de la cérémonie organisée au siège du ministère des Affaires étrangères, M. Boukadoum a évoqué "une opportunité de mettre en avant notre fierté des sacrifices de nos aïeux au service de la patrie et de sa diplomatie".

"C'est également l'occasion de se remémorer la tragique disparition du Moudjahid Mohamed Seddik Benyahia, en compagnie d'une groupe de brillants diplomates algériens, dans un accident qui restera, de par ses significations en termes de sacrifice et courage (...), gravé dans la mémoire du peuple algérien, en général et des fonctionnaires de notre département ministériel, en particulier", a-t-il

poursuivi. Et d'ajouter : "Le devoir de reconnaissance des sacrifices de cette génération exceptionnelle nous amène aujourd'hui à nous recueillir avec déférence à la mémoire du chahid de la diplomatie algérienne, Mohamed Seddik Benyahia, qui a voué sa vie au service de la patrie comme étudiant, militant, moudjahid et négociateur remarquable lors de la Glorieuse guerre de libération, puis acteur principal dans le processus d'édification après le recouvrement de la souveraineté nationale".

Il a rappelé, à ce propos, que le défunt était "un des hommes aguerries de l'Algérie à avoir mené haut la main les batailles de libération et d'édification, en sacrifice ce qu'ils avaient de plus cher". Abordant les étapes importantes de sa vie, il a rappelé qu'il avait dirigé brillamment la diplomatie algérienne entre 1979 et 1982, une étape durant laquelle il a signé de grandes gloires de cette patrie, a-t-il souligné citant sa contribution précieuse dans la résolution de la crise des

otages américains en Iran et sa médiation pour mettre fin à la guerre entre l'Irak et l'Iran, laquelle fut sa dernière mission de paix avant d'être assassiné avec sa délégation à bord de l'avion qui les transportaient et qui a été pris de cible par un missile".

"En hommage au parcours du défunt et à ses luttes, et en reconnaissance de Mohamed Eseddik Benyahia en tant que symbole pour les générations passées et futures, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a décidé de baptiser le siège du ministère des Affaires étrangères du nom du défunt", a déclaré M. Boukadoum.

"En réitérant, à cette occasion, notre engagement à poursuivre sur la voie du défunt et de ses collègues, j'exhorte nos diplomates, particulièrement les jeunes, à redoubler d'efforts et à faire montre de dévouement au service du pays afin d'être à la hauteur des défis auxquels l'Algérie est confrontée", a-t-il encore ajouté. Pour le ministre des Affaires

étrangères "le devoir de reconnaissance à l'égard de ces chouchous requiert aujourd'hui de garder à l'esprit le sens

élevé de militantisme pour la préservation des intérêts suprêmes du pays et l'adaptation de la performance diplomatique aux exigences de l'heure, notamment en ce qui concerne le renforcement des fondements de la sécurité et de la stabilité dans la région". Organisée au siège du ministère des Affaires étrangères, la cérémonie a été marquée par la présence du président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, du Conseiller du président de la République, Abdelhafid Allahoum, du Conseiller du président de la République, chargé des Archives et de la Mémoire nationale, Abdabderrahmane, des représentants du corps diplomatique en Algérie et de cadres du ministère des Affaires étrangères, Chikhi, du ministre de l'Intérieur, Kamal Beldjoud, du ministre des Finances, Aymene Benggès.

ALGÉRIE-EGYPTE

Les ministres algérien et égyptien des Affaires étrangères pour le renforcement des relations bilatérales

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum s'est entretenu mardi au téléphone avec son homologue égyptien Sameh Shoukry sur les relations de coopération entre les deux pays, affirmant leur attachement à les renforcer davantage.

"Nous avons noté, avec mon frère Sameh Shoukry, ministre des Affaires étrangères de la République d'Egypte, avec satisfaction le niveau des relations de coopération entre nos deux pays marquées par l'entente et le respect mutuels, affirmant notre attachement à les renforcer et les hisser à un plus haut niveau concrétisant ainsi la volonté commune et les ambitions et aspirations des deux peuples", a tweeté le chef de la diplomatie algérienne.

SAHARA OCCIDENTAL

L'ambassadeur Antar Daoud recadre Jeune Afrique

L'ambassadeur d'Algérie en France, Mohamed-Antar Daoud, a rappelé, lundi, que le soutien constant de l'Algérie à l'autodétermination du peuple sahraoui trouve sa source dans le cheminement historique marqué par le recouvrement de l'indépendance après une longue et glorieuse guerre de libération nationale ayant permis au peuple algérien d'exercer son droit à l'autodétermination.

Dans une mise au point adressée à la direction de la publication de Jeune Afrique au sujet de l'infographie intitulée : "Front Polisario : une république ensablée", parue dans le numéro 3100 du mois de mai 2021 de l'hebdomadaire, M. Antar souligne que "le soutien constant de l'Algérie aux peuples sous le joug de l'occupation et leur droit à l'autodétermination, en particulier pour les causes justes palestinienne et sahraouie, trouve sa source dans le cheminement historique marqué par le recouvrement de l'indépendance après une longue et glorieuse guerre de libération nationale ayant permis au peuple algérien d'exercer son droit à l'autodétermination".

Le diplomate s'indigne notamment du contenu du texte introductif de cette infographie qui laisse suggérer que l'Algérie, partie intéressée et non concernée à l'instar de la Mauritanie, soutient une cause vaine, qualifiant de "mirage la perspective de l'indépendance du Sahara occidental".

L'ambassadeur relève que l'infographie en question fait ressortir l'utilisation par la rédaction d'une carte du territoire du Sahara occidental dans les frontières internationales du royaume du Maroc, et ce, en contradiction avec les faits établis par la légalité et le droit internationaux. Et d'ajouter : "Nonobstant la ligne éditoriale de votre magazine, connue de tous pour, être défavorable au processus de décolonisation du territoire non-autonome du Sahara occidental et à l'exercice du peuple sahraoui de son droit

à l'autodétermination, tel que prévu par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et celles de l'Assemblée générale des Nations unies, les exigences de la profession de l'information commandent l'objectivité et la rigueur quant à l'utilisation de supports, notamment les cartes géographiques qui doivent refléter les frontières internationalement reconnues".

A ce titre, il rappelle que les territoires du royaume du Maroc et celui du Sahara occidental sont deux territoires bien distincts et séparés, une réalité réaffirmée par différents instances internationales et régionales, à l'instar de la Cour internationale de justice (CIJ) de l'Union africaine (UA) et de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Ainsi, "toute illustration ne prenant pas en compte cette réalité est de nature à induire en erreur le lecteur", explique le diplomate.

L'ambassadeur s'interroge sur la persistance de Jeune Afrique, pourtant média d'essence panafricaine, à se faire héraut de l'occupation marocaine qui foule au pied d'un des principes fondateurs de l'UA et de l'ONU, à savoir, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il note, par ailleurs, que cette mise au point "n'a d'autres objectifs que le souci de voir prévaloir une information complète, reposant sur des données factuelles irréfragables et susceptibles de permettre un échange sur la nature de cette question qui concerne la dernière colonie d'Afrique".

Cela dit, "je demeure persuadé que vous ne manquerez pas de prendre en compte, à l'avenir, ces éléments d'information que j'estime neutres et objectifs, permettant non seulement de garantir aux lecteurs une information fiable et authentique, mais également d'éviter d'induire l'opinion publique en erreur en employant des supports illustratifs altérés ne reflétant point la réalité du conflit", conclut l'ambassadeur d'Algérie à Paris.

L'ambassade américaine à Alger rend un vibrant hommage au feu Mohamed Seddik Benyahia

L'ambassade des Etats-Unis à Alger a rendu, lundi, un vibrant hommage à l'ancien chef de la diplomatie algérienne, Mohamed Seddik Benyahia, décédé le 3 mai 1982 dans un tragique accident d'avion à la frontière iranoturque. "Aujourd'hui marque l'anniversaire de la mort tragique du ministre algérien des Affaires étrangères Mohamed Seddik Benyahia en 1982, lorsque son avion a été abattu alors qu'il travaillait pour trouver une solution pacifique à la guerre Iran-Irak", écrit l'ambassade américaine sur son

compte Facebook "L'Amérique restera à jamais reconnaissante à Benyahia et à ses collègues diplomates algériens pour avoir facilité la libération des 52 diplomates américains retenus en otage pendant 444 jours après que les manifestants ont pris d'assaut l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran", ajoute le texte. L'ambassade des Etats-Unis a illustré son message par une photo de M. Benyahia en train de serrer la main du secrétaire d'Etat adjoint américain, Warren Christopher, au siège du ministère algérien des

Affaires étrangères le 19 janvier 1981, après la signature de l'accord de libération des otages américains en Iran. Désigné à la tête de la diplomatie algérienne en 1979, Mohamed Seddik Benyahia était au service de la paix dans le monde. L'histoire retient encore aujourd'hui, 39 ans après sa disparition, son rôle dans le dénouement de la crise des 52 américains retenus otages au siège de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, en amenant les deux parties à signer l'accord d'Alger le 19 janvier 1981.